



SYNTHÈSE GLOBALE

« RENFORCER LA COORDINATION ET LES ESPACES SÉCURISÉS POUR L'ACTION HUMANITAIRE ET DE STABILISATION AU SAHEL »

Une étude commanditée par FCDO / UK

FRANÇOIS GRÜNEWALD & LAURENT SAILLARD

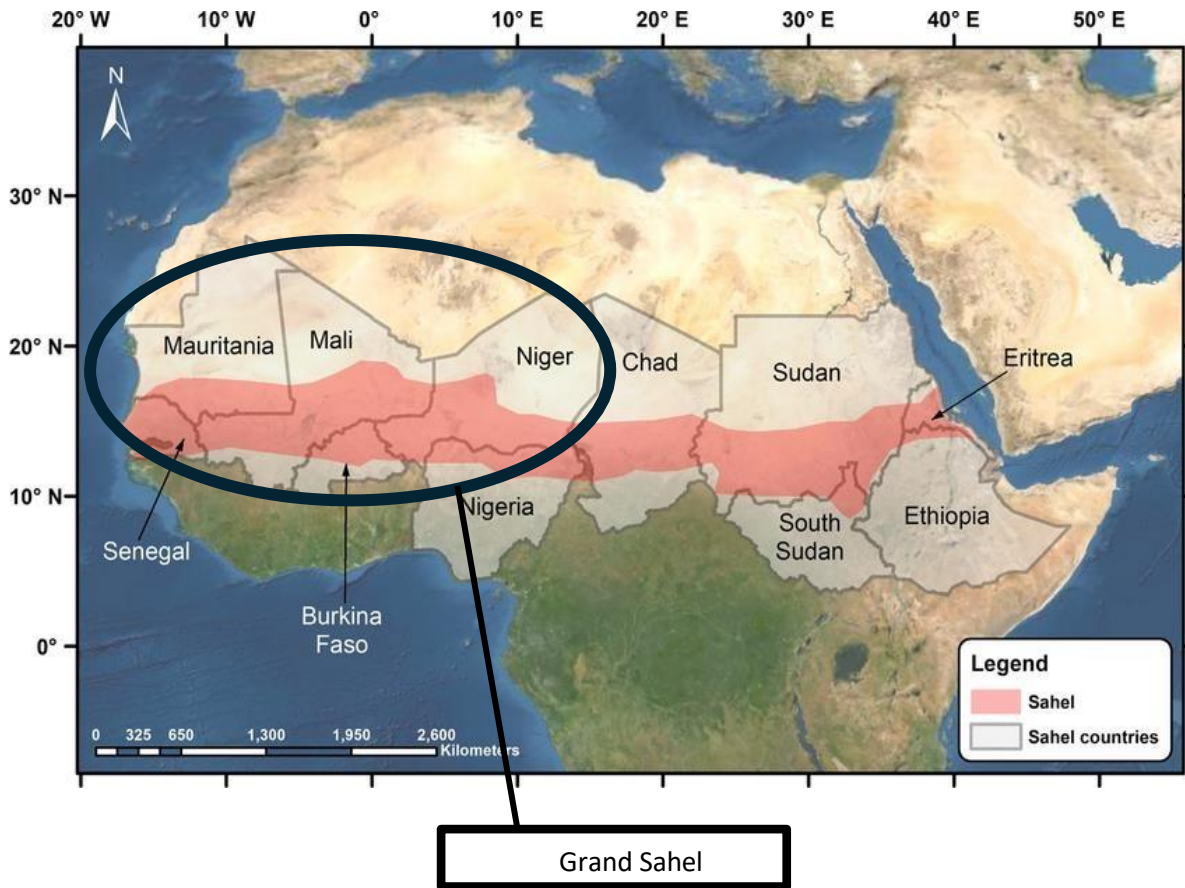
Août 2024



Foreign, Commonwealth
& Development Office



CARTE DES PAYS SAHELIENS COUVERTS PAR L'ETUDE



REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier le « *Foreign, Commonwealth, Development Office* » pour avoir soutenu cette étude indépendante. Nous tenons à exprimer notre gratitude à l'égard de l'équipe humanitaire du FCDO, Marco Simonetti et Mamusu Harry-Seshie, qui ont encouragé et guidé notre équipe tout au long de la recherche et qui ont facilité les contacts avec les principales parties prenantes.

Nous remercions également les personnes qui ont pris le temps de répondre à nos questions. Il s'agit de membres d'organisations nationales et internationales, de personnels civils et militaires, d'acteurs bilatéraux et multilatéraux. De nombreuses personnes ont consacré une partie de leur précieux temps à faciliter notre travail et nous espérons que le résultat leur sera utile.

Enfin, nous tenons à remercier nos collègues chercheurs : Abdoul Aziz Gaba, Delina Goxho, Aoife McCullough, Boubacar Ba, Ralf Südhoff et Wandey Ag Hamed pour leurs précieuses contributions.

Nous remercions tout particulièrement Mark Goodwin-Hudson et Yan Guichaoua pour leur apport en tant que paires évaluateurs. Leur regard critique nous a permis de produire un document sérieux, solide, concis et précis.

TABLE DES MATIERES

Liste des acronymes	5
Glossaire.....	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	8
1. INTRODUCTION	13
1.1. La stabilisation : un concept complexe aux définitions multiples.....	13
1.2. La présente étude.....	14
2. CONTEXTE GÉNÉRAL ET OBSERVATIONS.....	16
2.1. Le Sahel, un contexte complexe et fluctuant	16
2.2. Approches et initiatives de stabilisation.....	19
2.2.1. Au niveau des pays du Sahel.....	19
2.2.2. Initiatives bilatérales.....	20
2.2.3. Initiatives internationales et multinationales de stabilisation	20
2.3. Stabilisation et aide humanitaire	21
3. PRINCIPAUX RÉSULTATS	22
3.1. Au niveau stratégique	22
3.1.1. Stabilisation : Un concept vague	22
3.1.2. Les points d'entrée dans la société ne sont pas utilisés de manière optimale pour la stabilisation.....	22
3.2. Au niveau opérationnel	23
3.2.1. Une réponse désorganisée, fragmentée et inefficace à la menace	23
3.2.2. Les relations complexes entre les forces militaires et les autorités civiles.....	23
3.2.3. L'identification précoce des signaux faibles permet une gestion proactive de la dynamique de déstabilisation.....	24
3.2.4. Le travail sur la cohésion sociale a été considéré par tous comme essentiel	24
3.2.5. La lutte contre la corruption et les économies illicites est largement insuffisante.....	24
3.2.6. L'importance de la résilience sociétale.....	25
3.2.7. L'importance de la coopération régionale.....	25
3.3. Relations entre stabilisation et action humanitaire	25

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	28
4.1. Conclusions.....	28
4.1.1. Les concepts, les stratégies et les modalités opérationnelles de la stabilisation doivent être révisés en profondeur.....	28
4.1.2. Le contexte est important : L'adéquation et l'adaptation sont essentielles	28
4.1.3. Sécurité et stabilisation : les principaux défis	29
4.1.4. Négociation avec les groupes armés : un chemin difficile entre principes, lois nationales et pragmatisme	29
4.2. Recommandations.....	29
4.2.1. Réexaminer les concepts, les stratégies, les lignes directrices et les outils de stabilisation.....	29
4.2.2. Veiller à ce que les efforts de stabilisation soient mieux coordonnés avec le reste du secteur de l'aide.	29
4.2.3. Allouer des ressources suffisantes aux institutions de recherche pour garantir que les points d'entrée sociétaux et sociaux sont correctement identifiés et utilisés.....	30
4.2.4. Renforcer la coopération régionale	30
4.2.5. Utiliser plus systématiquement la "diplomatie humanitaire" afin de maintenir des formes originales de dialogue avec tous les acteurs armés.....	30
 ANNEXES.....	 31
Annexe N°1 : Termes de référence (résumé).....	31
Annexe N°2 : Principaux résultats des études sur le terrain	35
Annexe N°3 : Bibliographie	41
Annexe N°4 : Aide humanitaire au Sahel	46
Annexe N°5 : Initiatives nationales de stabilisation.....	51
Annexe N°6 : Acteurs bilatéraux	53
Annexe N°7 : Initiatives / missions multilatérales	56
Annexe N°8 : Initiatives de coordination menées par les donateurs.....	58
Annexe N°9 : Présentation de l'équipe de recherche	59

LISTE DES ACRONYMES

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project (Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés)
AFISMA	Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
CBOC	Organisation communautaire en République centrafricaine
CHA	Centre d'aide humanitaire
CIMCORD	Coordination civilo-militaire
CIMIC	Coopération civilo-militaire
COIN	Counter Insurgency Strategy (lutte contre l'insurrection)
DAESH	État <i>islamique d'Irak et du Levant (ISIL)</i>
DANIDA	Agence danoise de développement international
DFID	Département du développement international
RDC	République démocratique du Congo
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne
EUCAP	Mission de renforcement de Capacité de l'Union européenne
EUTM	Mission de formation de l'Union européenne
EUCSDPE	Politique européenne commune de sécurité et de défense
FAMA	Forces armées Maliennes
FCDO	Foreign Commonwealth and Development Office
HCT	Équipe humanitaire de pays
HPG	Humanitarian Policy Group (lié à l'ODI)
IASC	Comité permanent d'assistance internationale
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
FICR	Fédération Internationale de la Croix-Rouge
EIAO	État islamique de la province de l'Afrique de l'Ouest
JASDJ	Groupe du peuple sunnite pour l'appel au djihad
JNIM	Jama at Nusrat al Islam wal Muslimin - Groupe armé affilié à Al-Qaïda
LRRD	Liaison entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement
MAXQDA	Logiciel d'analyse des données qualitatives
MINUSMA	Mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
ONGN	Organisation non gouvernementale nationale
GANE	Groupe armé non-étatique
OCHA	Office de coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFDA	Office d'aide aux catastrophes étrangères
QRQ	Question de recherche
SRQ	Question subsidiaire de recherche
ToR	Terms of Reference
UK	Royaume-Uni
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
URD	Urgence Réhabilitation et Développement
USAID	Agence d'aide des États-Unis
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

GLOSSAIRE

Ce rapport utilise des concepts clés liés aux pratiques humanitaires et aux activités de stabilisation. Pour faciliter la compréhension du rapport, voici les définitions.

CONCEPTS	DÉFINITIONS
Stabilisation	<p>Il existe plusieurs définitions de la stabilisation.</p> <p>Selon les Nations Unies, la stabilisation est définie comme "un soutien au transfert du contrôle territorial des auteurs de troubles aux autorités légitimes" (Gourur, 2016) ou "un processus à multiples facettes visant à restaurer l'autorité de l'État et les services essentiels dans les zones touchées par un conflit armé". Il s'agit de créer des conditions propices à une reconstruction à long terme en empêchant une rechute dans la violence [...]".¹</p> <p>Selon l'OTAN, il s'agit de : " Une approche utilisée pour atténuer les crises, promouvoir l'autorité politique légitime et mettre en place les conditions d'une stabilité à long terme en recourant à des actions civiles et militaires globales pour réduire la violence, rétablir les services essentiels et établir l'État de droit " (OTAN, 2023).</p> <p>Dans ce rapport, la stabilisation est définie comme suit : "Un processus dynamique et complexe visant à rétablir l'ordre, la sécurité et les services essentiels dans une zone affectée par une crise, dans le but de prévenir une nouvelle détérioration ou une rechute dans la violence, et de créer les conditions d'une reconstruction à long terme".</p>
Sécurisation	<p>La sécurisation (Otukoya, 2024) est un processus complexe (Balzacq & al, 2016) qui se réfère à : " L'ensemble des mesures visant à restaurer et à maintenir un environnement sûr et sécurisé dans une zone affectée par un conflit ou une crise. Elle se concentre sur la protection des personnes et des biens, la lutte contre les menaces à la sécurité, le rétablissement de l'ordre public et la création de conditions propices au retour à la vie normale ".</p>
L'aide humanitaire et l'assistance humanitaire	<p>L'aide humanitaire et l'assistance humanitaire désignent "la fourniture d'une aide et d'un soutien visant à sauver des vies, à alléger les souffrances et à préserver la dignité humaine dans les situations d'urgence et à la suite de celles-ci". Elle englobe diverses formes de secours, de protection et d'assistance matérielle, comme la nourriture et les fournitures médicales, ainsi que des services tels que des programmes d'éducation et de travail dans les camps de réfugiés. Cette aide est principalement allouée dans les zones de conflit et est souvent fournie par des organisations non gouvernementales en raison de l'accès restreint des acteurs gouvernementaux². Elle doit être fournie dans le respect total des principes humanitaires présentés ci-dessous³.</p>

¹ Le département des opérations de paix des Nations unies (DPKO) n'a pas fourni de définition unique et définitive de la "stabilisation". Cependant, la définition proposée est basée sur ses opérations et ses lignes directrices.

² <https://www.sciencedirect.com/topics/social-sciences/humanitarian-assistance>

³ <https://www.unocha.org/sites/unocha/files/dms/Documents/v.2.%20website%20overview%20tab%20link%20%20Humanitaire%20Principes.pdf>

Indépendance	L'indépendance est un principe fondamental de l'action humanitaire. Elle signifie que : « <i>Les organisations humanitaires doivent être indépendantes face aux objectifs politiques, économiques ou militaires de tout acteur dans les zones où elles opèrent</i> ». ⁴
Impartialité	L'impartialité signifie que : « <i>L'aide humanitaire doit être fournie uniquement en fonction des besoins, sans aucune discrimination</i> ». Ce principe garantit que l'aide parvient aux personnes les plus vulnérables, indépendamment de leur race, religion, nationalité, appartenance politique ou de leur sexe.
Neutralité	La neutralité dans l'aide humanitaire signifie que : « <i>Les travailleurs humanitaires ne doivent pas prendre parti dans un conflit ou un différend. Ils doivent s'abstenir de s'engager dans des controverses politiques, religieuses, raciales ou idéologiques</i> ».
« Ne pas nuire »	<p>« Ne pas nuire » est un principe d'action humanitaire et de développement qui souligne l'importance d'éviter les conséquences négatives des interventions. Il s'agit d'examiner les impacts potentiels de l'aide sur une communauté, en particulier dans les zones touchées par un conflit et de prendre des mesures pour minimiser ou prévenir les dommages. (Anderson, 1999)</p> <p>En substance, cela signifie que « <i>les travailleurs humanitaires doivent s'efforcer de veiller à ce que leurs actions n'exacerbent pas les problèmes existants ou n'en créent pas de nouveaux</i> ».</p> <p>Il s'agit notamment de prendre en compte des facteurs tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dynamique des conflits : comprendre comment l'aide peut affecter l'équilibre des pouvoirs entre les différents groupes. • Le contexte local : prise en compte de l'environnement culturel, social et politique. • Conséquences involontaires : anticiper les résultats négatifs potentiels des programmes d'aide.
Approche sensible aux conflits	<p>Une approche sensible aux conflits⁵ est une stratégie employée par les organisations travaillant dans des zones touchées par un conflit afin de minimiser les impacts négatifs potentiels de leurs interventions et de maximiser leurs contributions positives à la consolidation de la paix. Elle implique une compréhension approfondie du contexte local, de la dynamique du conflit, des intérêts des différents acteurs et des conséquences potentielles de différentes actions. Les éléments clés d'une approche sensible aux conflits sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse contextuelle : compréhension approfondie de l'histoire du conflit, de ses causes et de sa dynamique actuelle. • Évaluation des risques : identification des impacts négatifs potentiels des interventions sur la dynamique des conflits. • Stratégies d'atténuation : élaboration de plans visant à minimiser ou à prévenir les dommages. • Maximisation de l'impact positif : conception d'interventions pour contribuer à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. • Apprentissage et adaptation continus : évaluation régulière de l'impact des programmes et mise en œuvre des ajustements nécessaires.

⁴ Définition basée sur la compréhension par le CICR de ce qu'implique l'"indépendance"

⁵ file:///C:/Users/CF-54%20MKI/Downloads/chapter_1_265.pdf

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Le concept de « stabilisation » est apparu il y a vingt ans en Afghanistan après les attentats perpétrés par Al-Qaïda à New York le 11 septembre 2001. Il a été développé lors de la deuxième intervention militaire américaine en Irak en 2003, et adapté ensuite dans la région du Sahel. Bien qu'il n'existe pas de définition internationalement reconnue du concept, les interventions de stabilisation font partie de la stratégie de « retour de l'État », avec la mise en place d'un appareil de maintien de l'ordre et de fourniture de services de base. Après les troubles provoqués par l'intervention internationale en Libye, la région du Sahel est entrée dans une période de forte instabilité. Des groupes djihadistes qui « végétaient » dans cette région depuis le début des années 2000, ont commencé à contrôler de grands espaces au nord du Mali. Malgré l'intervention militaire française de 2013, l'opération Serval⁶, qui a permis d'éviter le renversement de l'exécutif malien, l'instabilité s'est propagée au centre du Mali, au Burkina Faso et au Niger. Dans le même temps, les pays voisins comme le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo, ont commencé à subir des attaques ponctuelles sur leurs propres territoires. En réaction à cette menace des stratégies de « stabilisation » soutenues par les pays occidentaux se sont ainsi développées dans la région Sahel et une grande partie de l'Afrique de l'Ouest francophone, aussi menacée.

La « stabilisation » soulève de nombreuses questions. Elle génère des préoccupations quant à sa pertinence et à son efficacité (quel camp soutenir, avec qui négocier et pour quoi faire ?), ainsi que des inquiétudes quant aux conséquences non désirées des différentes approches mise en œuvre. Ces questionnements portent également sur l'impact de ses approches sur l'action humanitaire et sur la perception des acteurs de l'aide par les groupes armés. C'est dans ce contexte que le Groupe URD (www.urd.org) a été chargé⁷ par la coopération britannique (FCDO) de mener une étude pour explorer ces interrogations et identifier les moyens d'améliorer la coexistence des interventions de stabilisation et des interventions humanitaires. La couverture géographique de l'étude comprend le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie, le Sénégal et les pays du Golfe de Guinée.

Ce rapport est une synthèse de trois documents indépendants :

- Document N°1 : Mali et Burkina Faso : ce qui n'a pas marché.
- Document N°2 : Niger et Mauritanie : des approches nationales et sociétales prometteuses.
- Document N°3 : Le Sénégal et les pays du Golfe de Guinée : l'approche préventive.

Les principales conclusions de ces documents indépendants, dits « *Standalone papers* », sont présentées dans l'annexe 2.

⁶ <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/africa/security-and-the-fight-against-terrorism/security-in-sahel/>

⁷ En tant que chef de file d'un consortium avec le Centre pour l'action humanitaire (CHA) (<https://www.chaberlin.org/en/frontpage/>) et des chercheurs indépendants.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

COEXISTENCE COMPLIQUEE ENTRE STABILISATION ET ACTION HUMANITAIRE

Les agences humanitaires, avec leurs principes humanitaires et leurs modalités de travail, ont souvent eu des difficultés à trouver des moyens de coexister avec les interventions de stabilisation, leurs efforts de sécurisation et leurs agendas politiques forts. Dans ces contextes, les acteurs humanitaires s'efforcent d'établir et de maintenir la « bonne distance » avec les acteurs armés. Trouver cette « bonne distance » est encore plus difficile lorsque les acteurs de l'aide sont « poussés » par les acteurs politiques et militaires à faire partie d'un récit de stabilisation, et utilisés comme une « puissance douce » pour des victoires rapides afin d'essayer de gagner les cœurs et les esprits de la population locale. Toutefois, cette distance peut être trouvée lorsqu'il y a un dialogue constructif et que chacun fait l'effort de comprendre les contraintes, les principes opérationnels de « l'autre ».

MALGRE UNE IMPORTANTE MOBILISATION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DANS LA REGION DU SAHEL, LES RESULTATS OBTENUS SONT LIMITES.

Au cours de la dernière décennie, les ressources consacrées aux efforts internationaux de stabilisation au Sahel ont été importantes, mais les résultats ont été décevants. Le Mali, le Burkina Faso et, plus récemment, le Niger sont entrés dans un cycle dangereux de *coups d'État*, avec la mise en place de régimes militaires autoritaires qui peinent à rétablir la stabilité. Malgré les récents succès de la Côte d'Ivoire qui parvient à protéger son territoire, le risque de voir le conflit s'étendre aux pays voisins, au sud et au Sénégal reste une préoccupation majeure.

LES THEORIES ET LES APPROCHES EN MATIERE DE STABILISATION ETANT MULTIPLES, IL EST NECESSAIRE DE DISTINGUER LES STRATEGIES ET LES EFFORTS DEPLOYES.

L'objectif ultime est d'aborder des questions complexes dans des contextes difficiles grâce à une combinaison d'activités comprenant des opérations de sécurité, des projets d'infrastructure, la fourniture de services de base, ainsi que des initiatives soutenant la gouvernance, la cohésion sociale et la prévention des conflits. Les succès et les déconvenues varient d'un pays à l'autre.

Les succès de certaines initiatives nationales portant sur des solutions locales, comme au Niger par exemple, soulignent l'importance de comprendre les spécificités socio-anthropologiques de chacun des contextes. En outre, la mise en place de politiques appropriées comme « ne pas nuire » (*Do no harm*) et le développement d'approches « adaptées aux conflits » (*Conflict Sensitive*) sont des ingrédients essentiels pour maximiser les chances de résultats. De bonnes approches dans ces domaines permettra d'atténuer les risques d'échec et leurs conséquences. Néanmoins, en dépit des précautions prises pour prévenir d'éventuels effets pervers, force est de constater que la coexistence d'opérations militaires et sécuritaire, dont la finalité est de protéger les civils, avec des actions humanitaire censées rester impartiales, indépendantes et neutres, pose de multiples défis.

SECURISATION, RECOURS A LA FORCE ET GOUVERNANCE DES EFFORTS DE STABILISATION

Les principaux axes des stratégies de stabilisation sont la sécurité de la population civile, l'accès aux services de base et le maintien de la présence et de l'autorité de l'État. La légitimité des forces dirigeantes et les pratiques de bonne gouvernance sont des ingrédients tout aussi essentiels à la stabilisation. Il est important de rappeler que les stratégies nationales de stabilisation dépendent largement de l'implication des acteurs locaux et de la sincérité des engagements de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité. En l'absence d'une implication forte des autorités nationales et d'un leadership crédible au niveau local, les stratégies de stabilisation soutenues par la communauté internationale ont peu de chances d'atteindre leurs objectifs.

La création d'un environnement sûr impliquera de multiples types d'acteurs de la sécurité : les forces armées nationales et internationales, la gendarmerie, la police nationale, des acteurs privés parfois, des milices locales et

des groupes de volontaires. Ces différents groupes de sécurité auront inévitablement des approches différentes et suivront des règles d'engagement différentes. Il peut en résulter un manque de coordination, de cohérence, de contrôle et de redevabilité, ce qui peut constituer un risque sérieux pour les civils et les travailleurs humanitaires. Dans ces contextes, les acteurs humanitaires s'efforcent de trouver la manière la plus appropriée d'interagir avec les composantes politiques et militaires des approches de stabilisation. Cela souligne la nécessité de bien / mieux articuler les interventions d'aide humanitaire, de stabilisation et de gouvernance, tant sur le plan conceptuel qu'opérationnel (Steinke A., 2021).

LA COMPLEXITE DES SITUATIONS SOCIO-ECONOMIQUES ET POLITIQUES NECESSITE DES OUTILS APPROPRIES POUR REPENDRE AUX ENJEUX DE STABILISATION

L'étude montre que les meilleures initiatives de stabilisation sont celles qui s'attaquent de manière appropriée aux causes profondes de la déstabilisation. Il est important de noter que l'instabilité est toujours le résultat de multiples déséquilibres (sociaux, sociétaux, culturels, économiques) tels que les questions foncières (OCDE, 2019), le partage déséquilibré des ressources naturelles (Bagayoko, 2017), la corruption, les conflits entre les groupes pastoraux et les agriculteurs, la présence importante d'armes légères (Florquin, 2019) etc., qui peuvent tous être utilisés comme « points d'entrée » par des acteurs externes désireux de s'implanter et de créer un « nouvel ordre » social. Une réponse appropriée doit idéalement inclure une réflexion sur l'articulation entre les niveaux local et national. Réflexion d'autant plus importante que, dans le contexte sahélien, la pénurie de fonctionnaires est importante et la communication entre les différents niveaux de gouvernance est dysfonctionnelle, notamment pour des raisons de logistique et de manque de moyens financiers⁸.

NEGOCIATION AVEC LES GROUPES ARMES : ENTRE PRINCIPES, LOIS NATIONALES ET PRAGMATISME

Des négociations ont lieu entre les groupes armés non étatiques (GNA), les acteurs de la stabilisation et les acteurs de l'aide, indirectement par le biais d'intermédiaires ou directement, en utilisant différentes approches allant de celles fondées sur des principes à celles plus pragmatiques. Négocier avec les groupes armés non étatiques n'est pas sans risque. Cela peut avoir des conséquences indésirables, comme de « légitimer » ce qui est considérée comme une organisation terroriste, ou encore d'entraîner des poursuites judiciaires contre ceux qui interagissent avec les groupes armés qualifiés de « terroristes », comportement jugé dans certains pays comme « criminel ».

Ne pas négocier peut également avoir pour conséquence d'abandonner une population et ne lui laisser d'autre choix que de coopérer avec des groupes armés. La question de la négociation ou non avec des groupes dits « terroristes » est cruciale mais hélas pas suffisamment débattue ouvertement entre tous les acteurs impliqués.

⁸ Entretien avec du personnel administratif de ministère au Niger

RECOMMANDATIONS

METTRE L'ACCENT SUR LA LUTTE CONTRE L'INJUSTICE

La nécessité de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité (politique, sociale, économique, historiques, etc.) doit faire appel à des approches ancrées dans la résolution des situations d'injustice : dans le développement, dans le fonctionnement inéquitable des institutions, dans la marginalisation économique et sociale des zones et des populations (CDH, 2016). Cela nécessite à la fois une approche réactive dans les pays du Sahel central et le besoin de soutenir des politiques de prévention (gestion des conflits, dialogue intercommunautaire, lutte contre la corruption, etc.) pour limiter les phénomènes de débordement du radicalisme violent du Sahel vers le Golfe de Guinée.

REEXAMINER LES CONCEPTS, LES STRATEGIES, LES LIGNES DIRECTRICES ET LES OUTILS DE STABILISATION

Les résultats actuels des efforts de stabilisation au Sahel - après l'Afghanistan, la Libye, et les difficultés actuelles dans la région du Sahel - appellent à un effort collectif de la part des principaux acteurs du secteur de la stabilisation pour revisiter l'état des lieux, les approches, outils, lignes directrices et modalités d'intervention.

VEILLER A CE QUE LES OBJECTIFS DE SECURITE, AVEC LEURS COMPOSANTES MILITAIRES, NE SE FASSENT PAS AU DETRIMENT DE LA PROTECTION DES CIVILS ET DE LEUR ACCES A UNE AIDE HUMANITAIRE FONDEE SUR DES PRINCIPES RECONNUS.

Les relations entre acteurs civils et militaires devraient suivre l'approche présentée ci-dessous :

- Clarification des objectifs de stabilisation et du rôle des différentes parties prenantes. Les forces militaires, de par leur nature même, ont des mandats, des missions et des opérations spécifiques qui diffèrent de celles des agences civiles. Une meilleure communication et une meilleure coordination dans l'ensemble du secteur de l'aide aideront les acteurs civils à coexister et à travailler ensemble plus efficacement. Assurer un dialogue régulier entre les forces armées internationales et nationales et les acteurs civils, en particulier les acteurs humanitaires, doit être considéré comme un élément fondamental des activités de stabilisation. Dans le même temps, des mécanismes spécifiques sont nécessaires pour délimiter clairement la différence entre la stabilisation et la lutte contre l'insurrection (COIN).
- Les forces armées doivent être formées et s'engager à respecter le droit international humanitaire et le modus operandi des acteurs humanitaires. Bien que des formations aient eu lieu dans le passé, elles ne restent insuffisantes. Des mesures disciplinaires et de mise en conformité sont essentielles pour garantir que le personnel militaire respecte les codes de conduite dans les conflits armés.
- Une coordination étroite entre acteurs militaires et acteurs de l'aide doit être mise en place afin d'atténuer les risques pour la population civile et les acteurs de l'aide. Il convient de poursuivre et de développer les mécanismes de coordination civilo-militaires existants. Dans la mesure du possible, les militaires et les humanitaires devraient avoir la possibilité d'organiser ensemble des ateliers ou exercices de formation avant les déploiements opérationnels afin d'améliorer la compréhension mutuelle et mieux gérer les barrières culturelles.

ALLOUER DES RESSOURCES SUFFISANTES A LA RECHERCHE ET A L'ANALYSE POUR QUE LES POINTS D'ENTREE SOCIETAUX ET SOCIAUX SOIENT BIEN IDENTIFIES ET UTILISES

La compréhension des facteurs d'instabilité sociale et sociétale est essentielle à la conception de stratégies de stabilisation holistiques et multidimensionnelles. Les chercheurs en sciences sociales, en particulier les chercheurs nationaux, devraient être davantage impliqués dans les opérations de stabilisation afin de garantir une meilleure compréhension des contextes et d'améliorer l'adéquation des interventions.

RENFORCER LA COOPERATION REGIONALE

L'instabilité ayant souvent tendance à devenir transfrontalière, la coopération régionale entre les parties prenantes nationales et internationales - militaires et civiles - est essentielle. Le soutien aux efforts régionaux doit donc être considéré comme une priorité, notamment pour garantir une protection et une assistance adéquates aux populations touchées et, dans la mesure du possible, des espaces sûrs pour les opérations humanitaires. Toutefois, il faut tirer les enseignements des tentatives de coopérations régionales afin de ne pas répéter les mêmes erreurs.

UTILISER PLUS SYSTEMATIQUEMENT LA "DIPLOMATIE HUMANITAIRE" POUR MAINTENIR UNE FORME DE DIALOGUE AVEC TOUS LES ACTEURS ARMES.

La « diplomatie humanitaire » pourrait être plus systématique et stratégique afin de maintenir une forme de dialogue avec tous les acteurs armés y compris les organisations qualifiées de « terroristes ». Elle servirait de multiples objectifs, dont le plus important, la défense de la protection des civils. Une approche trop radicale consistant à refuser tout dialogue avec un groupe dès lors qu'il est qualifié d'organisation « terroriste » peut conduire à plus de radicalité de part et d'autre et à un cercle de violence sans fin. Une analyse nuancée et critique des raisons qui poussent à prendre les armes révèle que les motivations politiques et religieuses sont marginales dans la plupart des cas⁹. Détecter et comprendre les véritables motivations et maintenir une certaine forme de dialogue peut préparer le terrain pour une intervention de stabilisation plus réussie et, à terme, pour des solutions plus pacifiques.

⁹Giovanni Zanoletti, " Sahel : Pourquoi prendre les armes ", AFD, juillet 2020

1. INTRODUCTION

1.1. La stabilisation : un concept complexe aux définitions multiples

Le concept de « stabilisation » est apparu dans le contexte de la guerre en Afghanistan, après les attentats perpétrés par Al-Qaïda aux États-Unis le 11 septembre 2001. Il a débuté avec la création des équipes de reconstruction provinciales (PRT), une pratique largement reprise par de nombreuses armées occidentales déployées dans ce contexte¹⁰. Elle s'est ensuite développée dans le cadre de la lutte contre l'État islamique en Irak (2017-2020) et en Libye (années 2000). Dans ces contextes, les interventions de stabilisation (Gorur, 2016) s'inscrivaient dans la stratégie du « retour de l'État » (avec l'appareil de maintien de l'ordre et les systèmes de prestation de services) qui se concentrait principalement sur les pays où l'on s'attendait à une trajectoire ascendante de stabilisation progressive. Pourtant, un rapport de 2016 (op. cit, 2016) affirme qu'« il n'y a pas de consensus sur ce que signifie la stabilisation et (...) il y a un large fossé entre les interprétations à New York et dans d'autres capitales (MEAE, 2018 ; FCDO, op. cit) - où la notion est souvent considérée comme impliquant une force militaire offensive - et sur le terrain comme un travail dirigé par des civils et axé sur le développement ». En l'absence d'une définition claire, de nombreuses parties prenantes ne savent pas si leurs missions violent les principes fondamentaux du maintien de la paix. Ce vide crée un risque d'attentes irréalistes et rend impossible l'évaluation du succès. Cela peut contribuer à une inadéquation entre les objectifs et les capacités des missions, conduire à une mise en œuvre *ad hoc* inefficace des tâches mandatées sur le terrain et décourager les pays d'autoriser ou de fournir des troupes à ces missions. La relation entre une nouvelle approche de stabilisation développée dans le contexte de la crise du Sahel après l'opération Serval¹¹ et les stratégies de « contre-insurrection » est devenue plus visible au Mali (Shabel, 2022) et dans la réponse à la crise de Boko-Haram (Cold-Ravnkilde, 2015). La plupart ont été influencées par les différentes expériences en Afghanistan, en Irak et en Libye. Parallèlement, les pays du Sahel ont conçu leurs propres approches de stabilisation, en accordant par exemple plus d'attention à la gestion optimale des ressources naturelles. La stabilisation implique un large éventail d'éléments : rétablissement et consolidation de la paix, retour des institutions de l'État, fourniture de services sociaux, ordre public, cohésion sociale intercommunautaire, retour/réintégration des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), etc. (PNUD, 2021). La complexité des objectifs multiples et de « l'état final » de la stabilisation soulève un certain nombre de questions.

Avec la dégradation accélérée de la situation au Mali et dans les pays voisins, ainsi que dans la région du lac Tchad en 2015, des stratégies et des politiques ont été élaborées dans les capitales occidentales et mises en œuvre au Sahel. La plupart d'entre elles ont été influencées par les différentes expériences en Afghanistan, en Irak et en Libye. Parallèlement, les pays du Sahel ont conçu leurs propres approches de stabilisation, en accordant par exemple plus d'attention à la gestion optimale des ressources naturelles. Il s'agit par ailleurs de s'attaquer aux questions religieuses en Mauritanie ou d'investir davantage de moyens dans les questions foncières et la mise en œuvre du code rural afin de minimiser les conflits locaux et d'encourager le dialogue local au Niger.

Le lien entre l'action humanitaire, la stabilisation, la gestion des conflits, l'aide humanitaire et le développement post-crise a fait l'objet d'une grande attention au cours de la dernière décennie (AFD, 2017, Steinke, 2021). Le concept de « transition » entre les situations de crise et de post-crise a suscité des attentes considérables en vue d'améliorer la gestion des crises en général, tout comme le concept de lien entre l'aide d'urgence, la réhabilitation et le

¹⁰ Les "équipes de reconstruction provinciales" sont des équipes composées de militaires et de civils qui travaillent dans les provinces afghanes pour assurer la sécurité des travaux d'aide et contribuer aux tâches de reconstruction dans les régions en proie à un conflit permanent ou à un niveau d'insécurité élevé.

¹¹ <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/africa/security-and-the-fight-against-terrorism/security-in-sahel/>

développement (LRRD) au sein de l'UE en 1995¹². Ces dernières années, la stabilisation a été considérée comme le processus « politique » qui devrait accompagner et soutenir les efforts nationaux et internationaux visant à mettre fin à un conflit ou à une crise. Des équipes de stabilisation et des instruments financiers ont été développés par des agences d'aide gouvernementales en France (MEAE, 2018), au Royaume-Uni (UK, 2014), en Allemagne (Reder, 2017), dans l'UE, etc. Cependant, le concept et les instruments financiers ont fait l'objet de débats intenses, de remises en question, voire de critiques sévères¹³. En outre, les objectifs politiques et militaires liés à la « stabilisation » sont souvent perçus par la communauté de l'aide comme une menace potentielle pour les principes humanitaires « d'indépendance » et de « neutralité » (IRRC, 2022). La coexistence de mécanismes de stabilisation et d'aide humanitaire dans le même environnement est un défi. Les États qui financent à la fois l'aide humanitaire et la stabilisation cherchent des solutions pour relever les principaux défis et améliorer leur approche globale des situations de crise et d'après-crise (ONU, 2018).

1.2. La présente étude

Dans ce contexte, FCDO a mandaté un consortium piloté par le Groupe URD (www.urd.org) et comprenant le *Center for Humanitarian Action* (CHA) d'Allemagne et divers chercheurs identifiés auprès de l'institut britannique *Overseas Development Institute* (ODI) pour réaliser une étude de recherche visant à identifier et analyser ce que recouvre le concept de stabilisation, comment il est opérationnalisé et comment il coexiste avec l'aide humanitaire et d'autres initiatives nationales et internationales (voir TDR en annexe N°1). L'objectif de l'étude est également de formuler des recommandations en vue d'améliorer la dynamique entre ces deux composantes qui constituent un élément important de la stratégie d'aide britannique (FCDO ; 2023).

La méthodologie de recherche comprenait plusieurs éléments, notamment :

- Recherche bibliographique approfondie pour assurer une compréhension optimale de l'état actuel du conflit au Sahel et des efforts de stabilisation qui y sont liés (voir annexe N°3) ;
- Recherche sur le terrain au Niger, au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Sénégal.

Au cours de ces analyses terrain, les acteurs internationaux et nationaux du débat sur la stabilisation ont été longuement interrogés. Seule la recherche dans le Golfe de Guinée a été basée sur des entretiens à distance avec un nombre restreint d'informateurs clés (IC) (voir l'annexe N°2).

L'étude a donné lieu à trois documents indépendants et au présent document de synthèse sur les principaux enseignements tirés de l'analyse de la politique et du travail sur le terrain.

- Le document N°1 se concentre sur le Mali et le Burkina Faso, deux pays où les « efforts de stabilisation » ont largement échoué. Malgré des investissements significatifs dans la stabilisation, ces deux pays sont pris au piège d'une spirale de violence et de radicalisation de part et d'autre. Les souffrances des civils augmentent et l'aide humanitaire est de moins en moins accessible aux populations ;
- Le document N°2 est basé sur la recherche en Mauritanie et au Niger. Dans ces deux pays, les initiatives nationales ont eu des résultats positifs mais ne sont pas suffisamment comprises ni soutenues par les principaux acteurs de la stabilisation ;
- Le document n°3 est axé sur les approches préventives et traite du risque de propagation de la crise au Sénégal et dans les pays du Golfe de Guinée. L'analyse explore comment les signaux faibles et les alertes ont été traités, comment les politiques nationales se sont efforcées de contenir le risque de contamination et comment l'aide humanitaire internationale et l'aide au développement ont abordé ce défi.

¹² L'idée de base du LRRD est de lier les mesures d'aide à court terme aux programmes de développement à plus long terme afin de créer des synergies () et d'apporter une réponse plus durable aux situations de crise.

¹³ De nombreux articles ont été publiés sur ce sujet (Sandor, 2017).

Ces documents ont été conçus pour stimuler la discussion : à la fois dans la région du Sahel, pour contribuer au dialogue multipartite (par exemple avec l'Alliance Sahel, le G5 Sahel, etc.) et parmi les responsables politiques, les décideurs et les acteurs concernés.

Ce rapport de synthèse contient les sections suivantes :

- Section 1 : Comprendre le contexte et les concepts ;
- Section 2 : Principaux résultats ;
- Section 3 : Conclusions et recommandations.

L'annexe N°1 présente les termes de référence de la recherche, l'annexe N°2 présente les résultats de chacun des trois *Stand Alone Papers* de la recherche sur le terrain. Les annexes suivantes présentent la bibliographie (annexe N°3), différents éléments sur l'aide humanitaire, les acteurs de la stabilisation et la présentation de l'équipe (annexe N°9).

2. CONTEXTE GÉNÉRAL ET OBSERVATIONS

2.1. Le Sahel, un contexte complexe et fluctuant

Depuis une quinzaine d'années, la situation sécuritaire au Sahel est une préoccupation majeure, notamment dans la « zone des 3 frontières » (DDG, 2014, Grünewald 2019, Vincent 2019), zone connue sous le nom de Liptako-Gourma ; la frontière entre le Mali, la Mauritanie et la région du lac Tchad touchée par la crise dite « de Boko Haram »¹⁴. Les pays de la région et la communauté internationale se sont efforcés de rétablir la paix et la stabilité (ONU, 2018, UE 2009). Malgré tous les investissements dans la formation à la sécurité, l'équipement, les infrastructures, les initiatives de résolution des conflits et de consolidation de la paix, le relèvement précoce et l'aide au développement, les situations sécuritaires et humanitaires ont continué à se détériorer. L'instabilité a continué à s'étendre, touchant de nouveaux pays tels que la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin. Il est généralement admis que la crise sécuritaire actuelle est liée à de multiples facteurs, tels que la mauvaise gouvernance, la présence limitée de l'État, les conflits locaux non résolus et de longue durée, la discrimination, l'absence d'équipements de base et les opportunités limitées, en particulier pour les jeunes, etc. Tous ces facteurs font que le contrat social entre les individus et leurs États respectifs s'est progressivement rompu.

Les observations faites au cours de l'étude sur les tendances dans le Sahel central sont les suivantes :

Sur la complexité des racines de l'instabilité et de la présence de groupes djihadistes

- **Les tendances actuelles sont enracinées, dans une certaine mesure, dans des causes analogues à celles qui ont déclenché la crise de 2012 au Nord Mali** (Grünewald, 2015). Ces causes vont au-delà de la défaite des Forces armées maliennes (FAMA) par les mouvements djihadistes et de leur prise de contrôle du Septentrion malien en 2012, qui ont déclenché l'intervention de l'opération française Serval et le déploiement de la MINUSMA en 2013 (Heredote, 2019)¹⁵ ; épisode achevé par la signature en janvier 2015 de l'« Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger » (qui n'a jamais été pleinement mis en œuvre)¹⁶. Malheureusement, les causes profondes de la crise n'ont jamais été abordées.
- **Concomitamment, un nouveau développement a lieu autour du Delta du Niger** (Tobie, 2017). Un nouveau groupe djihadiste, connu sous le nom de Katiba Macina, est apparu, défiant l'État malien. Sans lien aux groupes arabes du Nord et touaregs, il recrute parmi les Peuls et fusionne dans une nouvelle entité appelée JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal- Muslimin) en 2017 (Guichaoua, 2023). Cette situation a réactivé les tensions intercommunautaires entre les communautés rurales (Benjaminsen, 2009). Les différents groupes djihadistes se sont lentement regroupés autour de deux influences : Al-Qaïda et l'État islamique (JNIM). Ce dernier, qui a remplacé l'État islamique dans le Grand Sahel, est une émanation du MUJAO qui contrôlait Gao en 2012. Ces groupes se combattent mutuellement, faisant payer un lourd tribut aux populations locales, mais sont également capables d'unir leurs forces contre les FAMA.
- **Les deux principaux mouvements djihadistes poursuivent des objectifs similaires, mais par des moyens différents.** Ces groupes étendent leur influence aux pays voisins, à savoir le Burkina Faso et le Niger et progressent lentement plus au sud vers le Golfe de Guinée. Les deux groupes sont avant tout originaires du Mali, du Burkina et du Niger. Cependant, le Burkina a développé sa propre insurrection djihadiste, Ansarul Islam, qui s'est ensuite séparée en deux branches affiliées respectivement à IS-Sahel et au JNIM.

¹⁴ <https://www.cfr.org/boko-haram>

¹⁵ <https://minusma.unmissions.org/en/history>

¹⁶ *Accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger.*

Avec la connexion possible à l'insurrection au Nigeria, ces groupes ont créé un réseau vaste, complexe et difficile à vaincre. Ils ont cependant des objectifs et des tactiques différents. Si l'établissement du califat est en grande partie un objectif commun, la conquête des cœurs et des esprits est davantage une tactique du JNIM que de l'IS, qui utilise la peur et la terreur pour asseoir son pouvoir.

- **La présence et la multiplication de mouvements** tels que Al-Mourabitoune, JNIM, Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et de l'État islamique (IS/EIGS) **dans le même espace géographique a rendu l'analyse du conflit difficile.** Les dynamiques de redistribution du pouvoir, les alliances locales, les antagonismes communautaires non résolus, le trafic d'armes, sont quelques-uns des éléments clés à surveiller pour suivre l'évolution de la situation (CHD, 2016).
- Dans le cadre de leur stratégie de lutte contre l'insurrection, le **Mali et le Burkina Faso ont soutenu la création de « milices d'autodéfense »**, qui sont rapidement devenues un **facteur supplémentaire d'exacerbation des tensions intercommunautaires.**
- **Les groupes djihadistes font preuve d'une impressionnante résilience malgré d'intenses activités militaires de contre-insurrection.** Ils ont résisté à la pression militaire, mais aussi étendu leurs opérations et leur influence sur les territoires ruraux (G5 Sahel, 2015). Au Mali et au Burkina Faso, les forces nationales n'ont pas été en mesure de les empêcher de gagner du terrain. En outre, la formation de milices villageoises d'autodéfense a ajouté un autre niveau d'instabilité (Bensjaminsen, 2021).
- Les abus commis par les forces armées régulières et leurs alliés à l'égard de la population locale créent de fortes tensions et génèrent du ressentiment à l'égard des autorités centrales. Les militants de la société civile et les agences d'aide internationale sont de plus en plus **préoccupés par la protection et les violations du droit international humanitaire.** Les deux groupes sont avant tout originaires du Mali, du Burkina et du Niger. Les actes de violence et les exactions à l'encontre des populations civiles sont présents dans la zone depuis 2011 mais ont considérablement augmenté en nombre et en gravité du fait de la présence active de la milice russe Wagner¹⁷ (Bassu, 2022) qui a été signalée au Mali et dans toute la région¹⁸.
- **Une porosité relative existe entre les différents groupes et explique l'évolution de la situation.** Cela affecte à la fois les opérations militaires (qui combat qui et avec qui ?) et les nombreuses lignes de trafic dans la région (qui contrôle quoi et comment les dividendes sont-ils partagés ?). Les liens entre les économies de conflit, le vol et le contrôle opportuniste des territoires sont le résultat des conflits depuis 1991, de leur évolution depuis 2010 et des connexions entre les dirigeants.
- **Le rôle des autorités traditionnelles et leur soutien par les communautés locales ont longtemps permis d'éviter les synergies entre les différents groupes affiliés à AQMI ou à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).** Cependant, cette situation a changé. Dans de nombreuses régions, les chefs traditionnels et les acteurs municipaux ont perdu de leur influence et ont cessé de jouer ce rôle, devenu trop dangereux.
- **On observe l'émergence d'une économie de guerre dans la région depuis 2012, avec un meilleur accès à l'eau potable et à l'énergie.** L'argent liquide (Bagayoko, 2017), les armes (SAS, 2021) et aussi un certain « prestige » associé au statut de « combattant », signifient qu'il existe un potentiel important de déstabilisation. Ceci est particulièrement vrai dans une région où les opportunités sociales - emploi, statut et accès au pouvoir - sont limitées. L'environnement et le contexte économique difficile, ainsi que les dynamiques sociales et intergénérationnelles, génèrent des frustrations, notamment parmi les jeunes générations à la recherche de nouvelles opportunités. Elles constituent des cibles relativement faciles à recruter par des groupes armés bien organisés.
- **Les conflits intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs sont aggravés par le trafic des armes.** Les mécanismes traditionnels de résolution des conflits semblent incapables de s'adapter ou de répondre à ce contexte.

¹⁷ <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2024/sahel/>

¹⁸ <https://www.securitycouncilreport.org/monthly-forecast/2024-07/west-africa-and-the-sahel-12.php>

Sur l'instabilité politique chronique de la région

- **La région du Grand Sahel reste exposée aux coups d'État et aux conflits socio-politiques.** Les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont provoqué des troubles politiques dans les pays du Sahel. La présence militaire française dans la sous-région a été de plus en plus critiquée, voire rejetée. D'autres déploiements militaires (Takuba Task Force¹⁹, la Mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali (MINUSMA), l'armée américaine, etc.) ont également fait l'objet de pressions croissantes (ICG, 2023). L'instabilité a provoqué des tensions avec les pays voisins et les institutions régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ouvrant la voie à une escalade des tensions et, à terme, à l'instabilité. Le coup d'État militaire inattendu au Niger le 25 juillet 2023 a encore accru le risque de chaos sécuritaire dans la région.
- **Une situation régionale qui ne cesse de se dégrader depuis les coups d'État.** Les perspectives dans la région de Kidal n'incitent pas à l'optimisme. La prise de Kidal au Mali par une coalition de FAMA et de milices Wagner masque le fait que la plupart des groupes armés du Nord se sont déplacés avec leurs armes vers le désert ; la situation de Menaka à Koulikou et jusqu'à Sikasso s'aggrave. De même, la situation à Tillabéri et Tahoua au Niger est de plus en plus imprévisible. Dans le cas du Burkina Faso, l'insécurité est très forte. Le conflit se manifeste dans les deux tiers du pays, et de plus en plus d'éléments indiquent qu'il s'étend lentement aux pays du golfe de Guinée.
- **Le coup d'État survenu au Niger les 25 et 26 juillet souligne la fragilité endémique de la situation dans la région du Sahel.** Au Niger, de réels progrès vers la stabilité ont été réalisés grâce à des mécanismes tels que la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) et le *Code rural*. À la suite du coup d'État, des institutions clés impliquées dans la résolution des conflits au Niger (les organes qui contribuent aux stratégies de stabilisation) telles que la HACP, les 3N (Nigériens Nourrissant les Nigériens) et la *Commission Nationale des Droits de l'Homme* (CNDH), ont été suspendues²⁰. En outre, l'ensemble de la présence militaire internationale a été contrainte de quitter le Niger. On ne sait pas encore quel sera l'impact de la pression internationale, et notamment régionale, avec les différents ultimatums de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il sera important de suivre de près l'impact de cette nouvelle situation sur la dynamique des conflits à l'Est (région du lac Tchad), à l'Ouest (Liptako-Gourma) et au Sud (région de Maradi). La situation sécuritaire qui semblait évoluer positivement (relativement parlant) au Niger, tout en se détériorant simultanément dans les deux pays voisins, a commencé à se dégrader dans l'Ouest du Niger après le coup d'État. (McCulloch, 2023) La frontière du Niger est devenue encore plus poreuse, facilitant les mouvements transfrontaliers des groupes armés, ce qui a conduit à la multiplication des attaques contre les acteurs militaires et civils (ACLEDA, 2024). Le récent désengagement des forces américaines du Niger risque d'accroître la vulnérabilité.

Sur la détérioration des relations avec la communauté internationale et un relatif isolement

- **Les tensions politiques actuelles entre le Niger et la CEDEAO ont largement compliqué la mission de la Force multinationale du lac Tchad, où le Nigeria et le Tchad (tous deux membres de la CEDEAO) se sont engagés à mettre en place un système de gestion des crises.** Les membres de la CEDEAO représentent une part importante des contingents déployés dans ce qui est appelé la zone Boko Haram mais qui est, en fait, la zone d'activités de différents mouvements djihadistes (État Islamique en Afrique de l'Ouest -EIAO- et JASDJ -Groupe du peuple sunnite pour l'appel et le djihad). On n'en mesure pas encore l'impact sur la dynamique du conflit dans la zone nigérienne du bassin du lac Tchad après le récent coup d'État²¹.
- **Les développements politiques qui ont conduit à la résolution 2690 (2023) de l'ONU et à la disparition de la MINUSMA représentent la fin d'un cycle.** Le Mali, et l'ensemble du Sahel, entrent en territoire inconnu. La

¹⁹ <https://www.egmontinstitute.be/the-intervention-question-lessons-to-learn-from-europes-military-presence-in-the-sahel/>

²⁰ Entretien à Niamey avec des réseaux de la société civile.

²¹ Entretien à Niamey avec un spécialiste du renseignement nigérien

guerre entre la Russie et l'Ukraine et l'influence croissante de la Russie dans la région ne font qu'accroître ce phénomène.

- **Au Mali, au Burkina et au Niger, cette influence croissante de la Russie par le biais de la coopération militaire et la présence confirmée d'agents de l'agence Wagner²² entraîne parallèlement une augmentation des cas de violence contre les civils** (Guardian, 2022). Malgré la Déclaration de Montreux²³, la doctrine militaire de ces contractants privés fait peu de cas du respect des normes humanitaires internationales.
- **Les droits de l'homme sont assez systématiquement bafoués.** Le sentiment « anti-Fulani » se traduit par une exacerbation des violences intercommunautaires²⁴.
- **Les coupes budgétaires de la France et de l'Europe en matière de développement ont / auront des conséquences économiques, sociales et humanitaires néfastes.** La situation déjà préoccupante d'un point de vue humanitaire avant les coups d'État, va se détériorer davantage avec la suspension ou l'arrêt de nombreux projets de développement. Par exemple au Mali, où le départ de la MINUSMA se traduit par la disparition de milliers d'emplois.

2.2. Approches et initiatives de stabilisation

Dans les situations où les stratégies de stabilisation sont devenues prédominantes, les principaux acteurs bilatéraux, les principales institutions régionales et les acteurs multilatéraux ont tous développé leurs propres approches d'intervention. La stabilisation comprend une combinaison d'outils sécuritaires, humanitaires et de développement pour soutenir la population civile, restaurer la présence de l'État et contribuer aux efforts de lutte contre le terrorisme. Cette combinaison complexe d'objectifs, de moyens, de mandats, de principes et d'acteurs rend le dialogue entre les acteurs militaires, humanitaires et politiques à la fois essentiel et difficile. Différentes approches ont été développées au cours de la dernière décennie. Les tableaux présentés dans les annexes 5, 6 et 7 donnent un aperçu des multiples acteurs internationaux impliqués : acteurs bilatéraux, agences des Nations unies, opérations de sécurité régionales, organes de coordination (Grünwald, 2023-a).

2.2.1. AU NIVEAU DES PAYS DU SAHEL

Au cours des dernières décennies, et en particulier depuis 2012, les gouvernements du Sahel ont mis en place plusieurs initiatives/programmes/projets de stabilisation tant au niveau national que régional (Cabinet du PM, 2021). Il est important d'analyser ces initiatives et de voir comment elles fonctionnent à différents niveaux.

- **Articuler dialogue et action.** Le développement du dialogue avec les éléments armés a été au centre des stratégies en Mauritanie et au Niger (jusqu'au récent coup d'État), alors qu'il n'a pas été considéré comme une option par les militaires au Mali (Ricard, 2022) et au Burkina.
- **Articuler l'action militaire et l'action civile.** La séquence « Sécurisation-retour de l'administration civile et des services de base » reste une entreprise compliquée dans les zones où l'État a souvent été soit largement absent, soit contesté.
- **L'articulation de l'aide humanitaire, de la stabilisation et du développement reste un défi de taille,** car chacune de ces composantes repose sur des principes différents et parfois partiellement contradictoires : l'indépendance, la neutralité et l'impartialité ont des difficultés à coexister avec les programmes hautement politiques et sécuritaires des efforts de stabilisation.
- **Faciliter la coopération entre les partenaires nationaux, régionaux et internationaux a toujours été un défi** et cela est encore plus le cas lorsqu'il y a autant d'acteurs différents, d'approches et de paradigmes à concilier.

²² Les mercenaires de Wagner combattants en Afrique sont regroupés sous l'unité « Afrika Corps »

²³ Le Document de Montreux sur les entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP) en période de conflit armé, communément appelé Déclaration de Montreux, est un instrument politique international adopté en 2008. Il vise à clarifier les obligations des États concernant les activités des EMSP pendant les conflits armés.

²⁴ Entretien avec des représentants de groupes pastoraux et des experts du pastoralisme au Sahel.

2.2.2. INITIATIVES BILATERALES

Les principaux acteurs bilatéraux sont les pays européens, au premier rang desquels la France (MEAE, 2018), ancienne puissance coloniale, qui tente d'établir des coalitions afin de remplacer l'image de son passé colonial par une identité internationale. Pour d'autres pays européens, dont l'Espagne, l'Allemagne (ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, 2022), l'Italie, le Royaume-Uni (Unité de stabilisation, 2019), qui sont engagés dans des efforts de stabilisation au Sahel, les principales motivations sont à la fois l'endigement de la migration et la lutte contre le terrorisme. Le Japon est également un acteur important, qui finance l'aide humanitaire et l'aide au développement dans les pays du Sahel. En outre, les États-Unis ont manifesté un vif intérêt à participer au processus de stabilisation de la région, estimant que la propagation de l'islam politique radical constitue un danger pour leurs propres intérêts en Afrique et au-delà. Pendant des années, l'engagement des États-Unis dans la composante militaire a été important, en particulier dans les éléments de "renseignement et de surveillance" des efforts de sécurité avec leur base militaire à Agadez²⁵. Leur récent désengagement²⁶ du Sahel aura donc une importance significative dans la lutte antiterroriste dans la région²⁷. Leur engagement dans l'aide humanitaire²⁸ est également notable. Pailleurs, la Chine²⁹, la Turquie³⁰ et plusieurs autres pays (Maroc³¹) tentent d'aborder la composante économique de la stabilisation par le biais de leurs liens économiques avec les pays du Sahel.

2.2.3. INITIATIVES INTERNATIONALES ET MULTINATIONALES DE STABILISATION

Une série d'initiatives multilatérales ont été lancées pour fournir une assistance aux populations et soutenir les processus de stabilisation :

D'une part, le dispositif militaire international dans la région s'est formé sur plusieurs niveaux. L'intervention française, initiée avec l'**Opération Serval**³² devenant l'**opération régionale Barkhane**³³, a attiré d'autres acteurs, avec la **Task Force Takuba** ; le soutien militaire de l'UE (EUCAPS, EUTM) ; l'important **soutien des États-Unis** en matière de renseignement et d'opérations de drones et la **contribution militaire allemande**, etc. Cette combinaison d'acteurs militaires a été l'un des paramètres complexes des efforts de stabilisation au Sahel central, en particulier compte tenu de la difficulté d'assurer le bon fonctionnement de la force du G5 Sahel³⁴.

D'autre part, sur le plan civil, la création de l'**Alliance Sahel**³⁵, du **G5 Sahel**³⁶, la **Coalition internationale pour le Sahel**³⁷ et la multiplication de différents types d'efforts de stabilisation par l'UE, l'ONU, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie³⁸ ont créé un système institutionnel complexe dont les résultats ne sont pas faciles à identifier ou à organiser dans une théorie claire du changement.

La **Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)** a remplacé la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (AFISMA). Son objectif était de « soutenir le processus politique » au Mali et de « mener à bien un certain nombre de tâches de sécurité ». Le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède ont été les principaux donateurs de la MINUSMA, tandis que plusieurs pays de la sous-région (Sénégal), ont été des acteurs importants pour la constitution de la force.

La facilité de stabilisation du **PNUD**³⁹ au Niger travaille dans la région du lac Tchad et dans le Liptako-Gourma - Mali et Burkina Faso). Elle se focalise dans la création d'infrastructures pour permettre le retour des services de base.

²⁵ <https://www.newdelhitimes.com/us-constructed-air-base-in-niger-begins-operations/>

²⁶ <https://www.defensenews.com/breaking-news/2024/08/02/us-to-depart-final-base-in-niger-next-week-presque-ending-withdrawal/>

²⁷ <https://responsiblestatecraft.org/us-niger-drone-base/>

²⁸ <https://www.usaid.gov/news-information/press-releases/may-28-2024-united-states-announces-nearly-176-million-additional-humanitarian-assistance-west-africa>

²⁹ <https://orcasia.org/public/article/208/chinas-foreign-policy-in-the-sahel>

³⁰ <https://www.clingendael.org/publication/unravelling-turkish-involvement-sahel>

³¹ <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/africasource/behind-moroccos-bid-to-unlock-the-sahel/>

³² <https://www.defense.gouv.fr/operations/operations-achevees-afrique/operation-serval-2013-2014>

³³ <https://www.defense.gouv.fr/operations/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane>

³⁴ <https://www.csis.org/analysis/understanding-g5-sahel-joint-force-fighting-terror-building-regional-security>

³⁵ <https://www.alliance-sahel.org/>

³⁶ <https://www.g5sahel.org/>

³⁷ <https://www.coalition-sahel.org/en/>

³⁸ <https://minusma.unmissions.org/en/mandate-0>

³⁹ <https://www.undp.org/africa/waca/undp-regional-stabilization-facility>

Le **Fonds fiduciaire humanitaire de l'Union européenne (FFUH)** a été créé pour soutenir la stabilité et s'attaquer aux principales causes profondes des migrations irrégulières et des déplacements de populations en Afrique. Il vise à renforcer la résilience des populations et faciliter la mise en œuvre du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix, ce qui en fait un quasi « instrument de stabilisation ».

2.3. Stabilisation et aide humanitaire

Les tensions et les possibilités de collaboration entre aide humanitaire et programmes de stabilisation sont deux éléments clés de l'étude. L'aide humanitaire prend de nombreuses formes différentes dans le Sahel central et implique de multiples acteurs avec des priorités différentes, y compris :

- Programmes nationaux, avec des ministères spécialisés et des politiques humanitaires spécifiques à chaque pays ;
- Action soutenue par les Nations unies sous le rôle de coordination de OCHA et mise en œuvre par des agences des Nations unies, des ONG internationales et nationales ;
- Programmes bilatéraux indépendants de donateurs « classiques » et « non classiques », tels que la Turquie⁴⁰, la Chine⁴¹, le Qatar⁴², le Maroc⁴³ et l'Arabie saoudite (Samaan, 2021) ;
- Aide indépendante fournie par des organisations de la société civile nationale et internationales.

La coordination de ces différentes formes d'aide humanitaire avec les initiatives de stabilisation, en particulier les opérations de sécurisation liées à l'armée et les initiatives de « retour de l'État » motivées par des considérations politiques, reste un défi de taille. Différentes initiatives ont été mises en œuvre pour relever ce défi :

- Les efforts considérables déployés par la Coordination civilo-militaire d'OCHA⁴⁴ (CIMCORD) et les différents officiers de coopération civilo-militaire (CIMIC) des divers déploiements militaires nationaux et internationaux ;
- La création d'instruments de financement par les donateurs pour soutenir le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix (Südhoff, 2020), un concept présenté lors du Sommet humanitaire mondial d'Istanbul en 2016, soulignant la nécessité d'un effort concerté pour parvenir à la paix afin d'empêcher la croissance continue des besoins humanitaires et l'entrave récurrente au développement ;
- Tous les acteurs étant conscients que la crise est profonde, qu'elle risque de durer et que l'aide humanitaire devra s'adapter, nécessitant probablement des révisions importantes de la stratégie d'aide, plusieurs initiatives ont été lancées par certains des principaux donateurs, tels que l'Union européenne⁴⁵ et l'Allemagne.

L'étude a exploré les différents éléments des stratégies de réponse humanitaire dans la région : comment les principes humanitaires guident les acteurs de l'aide lorsqu'ils interagissent avec les forces militaires, les groupes armés étatiques et non étatiques ; la façon dont la situation a évolué ; et la montée de nouveaux groupes armés, notamment les milices d'autodéfense villageoises, la milice russe Wagner (Guardian 2022), etc. dans le cadre des différentes formes d'"efforts de stabilisation". Cette investigation souligne la nécessité d'une approche révisée des relations civilo-militaires dans un contexte où la stabilisation est devenue une priorité.

Les tableaux de l'annexe 4 donnent un aperçu par pays de la réponse humanitaire et des principaux défis à relever.

⁴⁰ <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/turkey-sahel>

⁴¹ <https://orcasia.org/public/article/208/chinas-foreign-policy-in-the-sahel>

⁴² <https://ny.consulate.qa/en/media/news/detail/1444/12/15/qatar-affirms-adoption-of-overarching-foreign-policy-approach-based-on-peace-dispute-resolution> (approche politique basée sur la résolution des conflits).

⁴³ <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/ambitions-regionales-marocaines-afrique-sub-saharienne-une-diplomatie-royale-2017>

⁴⁴ <https://www.unocha.org/civil-military-coordination>

⁴⁵ <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/reorienting-europes-approach-in-the-sahel>

3. PRINCIPAUX RÉSULTATS

Ce chapitre présente les résultats de chacune des études de cas spécifiques qui ont contribué aux différents documents indépendants, dits « *Stand alone paper* ».

3.1. Au niveau stratégique

3.1.1. STABILISATION : UN CONCEPT VAGUE

Il n'existe pas de définition consensuelle du terme stabilisation mais de multiples définitions institutionnelles. Avec ses différentes hypothèses et approches, le concept de stabilisation génère souvent une certaine confusion.

Les stratégies de stabilisation impliquent un large éventail d'acteurs. Les militaires doivent créer un environnement sûr, en recourant à la force, malgré certains risques possibles. Les acteurs humanitaires se concentrent sur la protection de la population, le respect des principes humanitaires et la fourniture de services de base (santé, eau, moyens de subsistance, éducation). Dans les crises prolongées, les ONG humanitaires s'engagent aussi fréquemment dans des actions « douces » liées à la cohésion sociale et à la prévention des conflits. Les stratégies de stabilisation visent à soutenir le retour de l'État à ses fonctions sociales (délivrance de documents administratifs, ordre public, services de base, etc.) Occasionnellement, les ONG peuvent être impliquées dans des projets, tels que la construction d'infrastructures pour des hôpitaux ou des forces de police, ou des actions s'inscrivant dans une logique de « reconquête » de territoires perdus. Selon la manière dont elle est mise en œuvre, cette approche peut brouiller les frontières entre les objectifs militaires et politiques, les objectifs de développement et les objectifs humanitaires. Il n'y a pas d'unanimité parmi les ONG sur l'attitude à adopter quant à l'utilisation des fonds de stabilisation. Si la plupart des acteurs font preuve d'une certaine réserve, certains participent activement. Les approches des ONG oscillent entre dogmatisme, pragmatisme et course aux financements. Il est à noter que les ONG pourraient avoir moins de réticences si les actions financées étaient liées à des opérations, sans lien avec la stabilisation, mais qui complètent et/ou renforcent l'impact de leur travail humanitaire. De plus, elles pourraient être plus enclines à s'engager si aucune communication spécifique potentiellement compromettante n'était exigée.

3.1.2. LES POINTS D'ENTREE DANS LA SOCIETE NE SONT PAS UTILISES DE MANIERE OPTIMALE POUR LA STABILISATION

Le lien entre sécurité et développement qui sert de toile de fond aux efforts de stabilisation fait lui-même l'objet d'un débat parmi les décideurs politiques et les praticiens (Grünewald & al, 2018). Ce qui compte avant tout, c'est de poser le bon diagnostic et d'engager le dialogue. Cela pourrait impliquer d'accepter que toutes les revendications des groupes armés ne sont peut-être pas infondées, que certains de leurs membres ne sont pas là uniquement pour des convictions politiques ou religieuses, mais pour des raisons légitimes d'autoprotection. Il pourrait également être important de rappeler que les États ont fréquemment été absents, peu fiables, voire prédateurs, et que le discours en faveur du "retour de l'État" est souvent accueilli avec méfiance par la population.

L'approche « religieuse » en Mauritanie est basée sur l'engagement des chefs religieux dans la lutte contre l'islamisme violent, y compris sur une forte présence dans les médias publics du dialogue entre les religieux islamiques et les anciens djihadistes, pour démontrer à quel point la connaissance du texte religieux était limitée parmi les djihadistes, tandis que le contrôle du discours dans les mosquées s'est avéré extrêmement efficace. L'utilisation du Code rural et de la Loi Pastorale au Niger pour gérer les risques de conflits fonciers ou pour prévenir l'escalade de la violence et l'instrumentalisation de ces conflits autour des ressources naturelles par le NSAG, est un

autre exemple fascinant d'approches nationales de la stabilisation. Le Code rural⁴⁶ et la Loi pastorale⁴⁷ se sont révélés être des outils puissants pour contribuer à un règlement pacifique et à la stabilisation, bien que leur mise en œuvre reste difficile dans les zones sensibles où les groupes armés tentent d'imposer la Charia (voir résumé du *Stand Alone Paper* N°2 en annexe N°2). Ces initiatives doivent être soutenues au niveau politique et financier dans toute stratégie de stabilisation, mais de manière discrète, pour éviter qu'un appui extérieur ouvertement visible nuise à leur crédibilité et compromette leurs opérations⁴⁸.

Il est essentiel de créer des possibilités de dialogue. Ces opportunités peuvent être explorées par le biais de canaux religieux, de mécanismes de gestion des conflits fonciers ou d'autres mécanismes au niveau municipal avec les maires ou au niveau communautaire avec les chefs locaux. Les mécanismes de dialogue développés au niveau tribal en Mauritanie ou les systèmes développés par la Haute Autorité pour la Construction de la Paix (HACP) au Niger sont des exemples d'outils de stabilisation extrêmement puissants.

3.2. Au niveau opérationnel

3.2.1. UNE REPONSE DESORGANISEE, FRAGMENTEE ET INEFFICACE A LA MENACE

La communauté internationale a soutenu les tentatives de stabilisation au Mali, au Niger et au Burkina Faso, en fournissant une large gamme d'assistance (militaire, financière, technique, équipement, expertise, etc.) Malgré la recherche d'une cohérence entre ces différentes contributions (rappelons que l'objectif est de ramener la stabilité), la détérioration progressive de la situation au Mali, au Burkina Faso et plus récemment au Niger, semble indiquer que cette approche n'a pas été en mesure d'atteindre son but. Les raisons qui expliquent l'absence de résultats sont multiples. La mauvaise gouvernance, et en particulier la corruption, l'usage de la coercition et l'absence de consultations appropriées, s'ajoutent aux difficultés dans des pays en crise où les autorités étatiques sont davantage perçues comme prédatrices que comme une force protectrice. Les stratégies de stabilisation n'ont été que partiellement mises en œuvre, de manière discontinue et quelque peu fragmentée. En outre, l'obtention de résultats tangibles est un défi dans des contextes où les « facteurs de déstabilisation » se sont renforcés.

D'une part, les groupes armés non étatiques gagnent en expérience, en mobilité, en équipement et en soutien de la part de la population, et semblent bénéficier de revenus importants provenant de multiples trafics et de connexions avec le crime organisé. D'autre part, la multiplication des coups d'État militaires et la montée en puissance des juntes dans les régions sahéliennes tendent à réduire la gouvernance démocratique et à contrarier les bailleurs de fonds internationaux engagés dans le financement des efforts de stabilisation.

Cette situation est largement alimentée par une certaine paranoïa des militaires sahéliens à l'égard des organisations internationales accusées d'armer les terroristes. La nouvelle situation politique dans la région du Grand Sahel a un impact particulièrement négatif sur le travail des ONGI.

3.2.2. LES RELATIONS COMPLEXES ENTRE LES FORCES MILITAIRES ET LES AUTORITES CIVILES

Les relations entre les acteurs militaires et civils ont toujours constitué une question complexe. Le Sahel ne fait pas exception et a attiré beaucoup d'attention (Common Effort, 2021). Au Niger et en Mauritanie, le rôle des militaires et des services de renseignement est efficace car il est géré de manière très sensible (voir le résumé du *Stand Alone paper* N°2 en annexe N°2). La présence des services militaires et de renseignement au niveau local permet un haut niveau de granularité de l'analyse et leur présence discrète est un élément important de leur efficacité. Au Sénégal et en Mauritanie, le rôle des services militaires et de renseignement est très important et bien intégré au système judiciaire, favorisant ainsi une réponse basée sur la voie pénale plutôt que purement militaire. Au Mali, au Burkina

⁴⁶ <https://reca-niger.org/spip.php?article290>

⁴⁷ <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC131292/> et https://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-34.html

⁴⁸ Entretiens avec des cadres nigériens du Secrétariat général du Code Rural et des responsables mauritaniens de haut niveau en charge de la région du Hod.

et maintenant au Niger, où des opérations militaires sont en cours, il y a un risque croissant de représailles pour les individus et le personnel des projets qui peuvent être perçus par les groupes armés non étatiques (GANE) comme étant trop étroitement liés aux forces armées de l'État - bien que cela puisse être le cas pour tous les projets de stabilisation (voir le résumé du document *Stand Alone* N°1 à l'annexe N°2).

3.2.3. L'IDENTIFICATION PRECOCE DES SIGNAUX FAIBLES PERMET UNE GESTION PROACTIVE DE LA DYNAMIQUE DE DESTABILISATION.

L'identification d'éventuels signaux faibles (détection précoce d'attaques potentielles, changements dans le contenu des prières dans certaines mosquées situées dans des zones limitrophes de quartiers turbulents, mouvements anormaux de population, etc.) a été considérée comme une approche efficace pour repérer les risques éventuels. Cette identification précoce repose à la fois sur une bonne connaissance des contextes (Wehrey, 2019) et de leurs acteurs, ainsi que sur des mécanismes de renseignement appropriés capables d'adopter des approches proactives (voir le résumé du document autonome N° 3 dans l'annexe N° 2).

3.2.4. LE TRAVAIL SUR LA COHESION SOCIALE A ETE CONSIDERE PAR TOUS COMME ESSENTIEL

Cette approche repose sur l'idée que prendre appui sur les caractéristiques sociétales et les mécanismes sociaux constitue la meilleure défense contre l'instabilité. Les infiltrés ont profité de toutes les occasions afin de « diviser pour régner », y compris les conflits locaux et les tensions intercommunautaires. Cela a eu des répercussions importantes dans les zones frontalières, où d'importants flux de réfugiés ou de personnes sans emploi (Maliens à la frontière orientale du Sénégal où l'extraction de l'or est en hausse) ont traversé la frontière et se sont installés parmi les populations d'accueil. De même, les questions foncières liées à la transhumance sont systématiquement utilisées comme outil de déstabilisation.

Dans de nombreuses situations, le sentiment d'injustice est le meilleur carburant de l'instabilité. Si l'aide aux réfugiés est perçue comme une injustice par les populations locales, souvent appauvries, ou si les comportements des migrants en quête d'emploi sont jugés inappropriés, la tension ainsi créée est systématiquement utilisée par les djihadistes. Par conséquent, des approches inclusives pour l'ensemble de la population s'imposent et, en fait, sont largement promues par les gouvernements nationaux (Niger 2020), les acteurs de l'aide bilatérale et les agences de l'ONU. Cependant, ces efforts ne sont jamais qualifiés de « stabilisation », même s'ils contribuent fortement à la réduction du risque de déstabilisation.

3.2.5. LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ECONOMIES ILLICITES EST LARGEMENT INSUFFISANTE

Dans de nombreuses régions du Sahel, le trafic de drogue (UNDOC, 2023), d'armes, d'or, ainsi que les prises d'otages ont été des éléments clés dans la poursuite des efforts de déstabilisation. Pendant des années, la situation sécuritaire dans les pays du Golfe de Guinée a été liée à des problèmes de sécurité maritime en raison de la piraterie (Vircoulon, 2015), et de la position régionale du Golfe dans les principaux réseaux de trafic de drogue (UNDOC, op. cit). Au Sénégal comme dans les pays du Golfe de Guinée, l'extraction de l'or et l'exploitation minière illégale provoquent à la fois un enrichissement rapide pour quelques-uns et l'anarchie pour beaucoup⁴⁹. Dans l'ensemble de la sous-région, la lutte contre la corruption, y compris au sein des forces armées, reste largement inefficace, entraînant une forte frustration au sein de la population et alimentant la rhétorique de l'opposition à l'encontre des groupes armés.

⁴⁹ Entretien avec la Commission de la jeunesse du Sénégal à Dakar

3.2.6. L'IMPORTANCE DE LA RESILIENCE SOCIETALE

Pendant de nombreuses années, dans les systèmes traditionnels des pays du Sahel, les chefs traditionnels ont été les garants de la sécurité et de la cohésion sociale ; ils ont été les négociateurs pour résoudre les conflits fonciers et les tensions entre les groupes pastoraux et les communautés agricoles, ainsi que pour résoudre les difficultés du dialogue avec les groupes d'opposition armés (Penu, 2021).

La méfiance croissante observée entre les groupes d'opposition armés, d'une part, et les autorités traditionnelles et les maires, d'autre part, qui s'est traduite par l'assassinat de chefs religieux traditionnels et locaux, a été analysée comme une dangereuse menace pour la paix, la sécurité⁵⁰ et la résilience de la société. Le Sénégal et les pays du Golfe de Guinée seraient en partie protégés de la pénétration des mouvements islamistes radicaux par leurs économies (Senat, 2023). Sans être nécessairement florissants en tant que pays, ils sont néanmoins solides et disposent de mécanismes traditionnels permettant la cohésion sociale et les interactions quotidiennes entre personnes de religions différentes. Cependant, les faiblesses structurelles des pays du Golfe de Guinée⁵¹ dont certaines sont similaires à celles de leurs voisins du Nord, sont autant de facteurs de vulnérabilité.

Certes mieux dotés en ressources naturelles que les pays sahéliens, les pays du Golfe de Guinée sont aussi marqués par l'existence de centres et de périphéries où la présence des services de l'État est très inégale, la corruption et les services de sécurité omniprésents mais plus axés sur la protection des élites que sur l'établissement de la loi, de l'ordre et de la justice (ICG, 2019). Ces situations sont propices au développement d'inégalités réelles⁵² et de sentiments d'injustice qui sont des portes d'entrée idéales pour la pénétration d'idées radicales, contre lesquelles les capacités des services de sécurité et de renseignement sont largement insuffisantes.

3.2.7. L'IMPORTANCE DE LA COOPERATION REGIONALE

Le conflit dans la zone du Liptako-Gourma (la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina) démontre la dynamique rapide de contamination transfrontalière (Ruper, 2014; ICG, 2017, ICG, 2019). Face aux risques existants de débordement de la crise sahélienne dans les pays du Golfe de Guinée (Pellerin, 2022) et confirmés dans certaines zones frontalières sensibles (Gnanguenon, 2013), l'idéal aurait été de pouvoir compter sur des efforts régionaux de mutualisation des moyens et des informations et de mise en place d'opérations conjointes dans les zones frontalières⁵³. La structure régionale, la CEDEAO⁵⁴, devrait normalement être considérée comme la structure appropriée pour soutenir ces efforts régionaux. Malheureusement, la crise actuelle entre les pays du Sahel concernés (Mali, Niger, Burkina Faso qui ont récemment formé l'Alliance des pays du Sahel, AES) et la CEDEAO, a fortement réduit les chances de voir une telle coopération se développer⁵⁵.

3.3. Relations entre stabilisation et action humanitaire

Pas de liens de causalité évidents entre stabilisation et incidents de sécurité affectant les acteurs de l'aide

Alors qu'il s'agit d'un sujet de grande préoccupation pour les agences humanitaires⁵⁶, l'étude n'a pas identifié de liens de causalité évidents entre les efforts de stabilisation et les incidents de sécurité affectant les acteurs de l'aide humanitaire. Malgré plusieurs cas de travailleurs internationaux impliqués dans des travaux de réhabilitation

⁵⁰ Entretiens à Tillabery avec les autorités locales et les chefs religieux

⁵¹ https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/publications/ipi_e_pub_gulf_of_guinea.pdf

⁵² <https://www.preventionweb.net/news/new-450-million-regional-investment-northern-regions-gulf-guinea-les-pays-cherchent-a-construire-la-confiance>

⁵³ <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique>

⁵⁴ <https://www.ecowas.int/>

⁵⁵ <https://pscc.fes.de/e/the-aes-countries-exit-from-ecowas-and-the-building-of-regional-security.html>

⁵⁶ Entretiens à Dakar avec la Task Force de stabilisation du CPI.

d'infrastructures (en particulier des travailleurs chinois) pris en otage ou tués, ce risque n'a pas encore été identifié⁵⁷) ou tout au moins ne s'est pas matérialisé mais reste sous surveillance. Car, selon de nombreux observateurs⁵⁸ cette situation pourrait changer.

La perception et les opinions individuelles des nombreux acteurs⁵⁹ impliqués, et des travailleurs humanitaires en particulier, varient énormément, oscillant entre la reconnaissance de l'utilité du concept de stabilisation et la méfiance (Reder & al, 2017) à l'égard de toute action qualifiée de « stabilisation » (Chataigner 2013). Il s'agit d'une tendance notable qui ressort de cette étude. Il est cependant important de différencier le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Au Burkina Faso, la diminution de la présence des acteurs de l'aide et de leur capacité à travailler, depuis 2015, n'est pas la conséquence d'une instrumentalisation / militarisation de l'aide humanitaire mais le résultat d'une présence accrue de groupes armés⁶⁰ et la menace qu'ils représentent touche tout le monde, les agences humanitaires comme la population. Les GANes mettent en péril tous ceux qui ne partagent pas leur point de vue, sans discrimination (Guichaoua et Bourhel, 2023). Le fait qu'aucun lien de causalité ne puisse être établi entre les stratégies de stabilisation et l'augmentation du ciblage des humanitaires pourrait également résulter du fait que les efforts labellisés de stabilisation restent limités et dispersés⁶¹.

Des contextes et des dynamiques bien distinctes

De plus, dans un contexte comme celui du Burkina Faso, les autorités ont une conception de la stabilisation qui se concentre principalement sur l'armement de la population (Dupuy, 2019), ainsi que sur la reconquête militaire du territoire. Les acteurs de l'aide y sont, jusqu'à présent, bien séparés des acteurs de la sécurité. Cette séparation a permis d'éviter toute confusion majeure. Cependant, compte tenu de la pression exercée sur la junte actuelle pour qu'elle démontre des progrès, cette situation pourrait changer⁶². Le gouvernement pourrait décider, par exemple, de pousser les acteurs de l'aide à fournir des services de base à une population forcée à retourner dans des zones non sécurisées. Ceci n'est qu'une spéculation pour le moment et aucune décision en ce sens ne nous a été communiquée au moment de la rédaction du présent rapport d'étude.

Au Mali, la situation est différente. Depuis 2015, les principaux bailleurs de fonds se sont détournés de l'humanitaire et du développement au profit de la stabilisation et du soutien à l'approche « 3D »⁶³, ce qui signifie que les acteurs de l'aide ne sont plus perçus comme neutres et impartiaux, ni comme indépendants par les GANes. Cependant, la plupart des groupes armés semblent adopter une approche nuancée et ne leur refusent pas nécessairement l'accès. Une approche pragmatique, plutôt qu'une approche fondée sur des principes, a été adoptée par la plupart des acteurs humanitaires, en particulier les acteurs locaux, au Mali et au Niger. L'accès et la capacité d'une organisation humanitaire à opérer dans une zone contrôlée par le GANE dépendent davantage de ses compétences en matière de négociation que de sa capacité à démontrer le respect de principes. La source de financement des activités sur le terrain semble être secondaire, tant qu'elle n'est pas directement liée à une opération militaire ou de sécurité⁶⁴. Mais dès lors que les efforts de stabilisation imposent des conditions à la fourniture de l'aide, telles que la participation à la consolidation de la paix ou à des initiatives « politiques », ou qu'ils soutiennent le retour des personnes dans leur lieu d'origine, les acteurs de l'aide peuvent être menacés⁶⁵.

⁵⁷ <https://www.barrons.com/news/two-chinese-mining-employees-kidnapped-in-western-niger-01623084613>

⁵⁸ Entretiens à Dakar avec le groupe de travail du Comité permanent interagences sur la stabilisation et avec les principaux donateurs humanitaires.

⁵⁹ Entretiens au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Sénégal et en Mauritanie.

⁶⁰ Entretiens avec les donateurs, les administrations nationales, les militaires.

⁶¹ Entretiens avec des travailleurs humanitaires au Burkina Faso.

⁶² Interviews au Burkina Faso.

⁶³ <https://www.afd.fr/fr/ressources/la-france-au-sahel-lapproche-3d>

⁶⁴ Entretien avec un chercheur de la société civile, Ouagadougou.

⁶⁵ Entretiens avec INSO.

Dialogue et risque d'instrumentalisation

Au Mali, la dégradation de la situation politique laisse peu de place au dialogue entre les acteurs la relation entre l'aide humanitaire et les efforts de stabilisation au Nord, au Centre et à l'Est du pays (Liptako Gourma) et les risques liés à une confusion des genres, ou une instrumentalisation de l'humanitaire. Au Burkina Faso, le risque est limité par le fait que les dirigeants ont une conception de la stabilisation axée principalement sur des objectifs militaires, avec la mobilisation de civils, comme les *Volontaires pour la défense de la patrie* (VDP), pour appuyer l'État⁶⁶ dans sa tentative de reprendre le contrôle de son territoire. La logique de « gagner les cœurs et les esprits », concept de la doctrine américaine de contre-insurrection datant de la guerre du Vietnam⁶⁷ et « l'approche 3D »⁶⁸ soutenue par Alliance Sahel, n'est pas prédominante au Burkina Faso⁶⁹ et il n'y a pas eu, jusqu'à présent, d'intention d'instrumentaliser les acteurs de l'aide (dont beaucoup, comme la population, ont fui les zones prises par les groupes armés), ce qui signifie que leur capacité d'intervention dans les zones contestées est faible. Même dans les contextes où il n'y a pas de conflit actif et où les approches préventives sont au premier plan, l'augmentation discrète de la présence des forces de sécurité et des services de renseignement requiert de la prudence. En l'absence d'activités de « stabilisation » clairement identifiées, la présence accrue de forces armées n'a pas soulevé de questions au sein de la communauté de l'aide, en particulier parmi les agences humanitaires (Aana, 2004). Il est important de veiller à ce que cela continue. L'accent mis sur les aspects techniques (accès aux services et cohésion sociale entre réfugiés et communautés des zones d'accueil) par les humanitaires impliqués dans la zone a, jusqu'à présent, créé une ligne de démarcation claire entre la réponse de l'aide et l'approche préventive de l'extension des conflits.

⁶⁶ Entretiens avec les donateurs.

⁶⁷ <https://www.criterion.com/current/posts/212-hearts-and-minds-moving-the-people>

⁶⁸ L'approche 3D (diplomatie, défense et développement) a permis de solliciter activement les acteurs de l'aide pour qu'ils fournissent une assistance après une phase militaire consistant à poursuivre les groupes armés et à reprendre le contrôle.

⁶⁹ <https://www.afd.fr/fr/ressources/la-france-au-sahel-lapproche-3d>

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

4.1. Conclusions

4.1.1. LES CONCEPTS, LES STRATEGIES ET LES MODALITES OPERATIONNELLES DE LA STABILISATION DOIVENT ETRE REVISES EN PROFONDEUR.

La complexité des solutions envisagées ainsi que les modalités de leur mise en œuvre (complexité des organes de coordination, complexité de l'accès au financement, complexité des procédures, multiplication des acteurs et besoins accrus de coordination qui en découlent, etc.⁷⁰) sont en elles-mêmes un défi ; et plus encore pour la partie nationale, littéralement submergée par les demandes émanant de toutes les parties⁷¹ et incapable de gérer les processus de stabilisation nationaux et internationaux avec ses propres ressources.

Il y a un problème majeur dans la conception de nombreux projets de stabilisation financés par la communauté internationale (qui sont souvent mis en place pendant une situation d'urgence et dans l'urgence), avec des processus de validation qui prennent des mois, et ne laissent pas suffisamment d'espace à la partie nationale. Lorsque les institutions nationales sont en position de leadership, les interventions peuvent suivre des voies qui ne font pas partie du « manuel international de stabilisation » et peuvent conduire à des approches innovantes et originales (voir le résumé du document autonome N° 2 en annexe 2). La coordination des efforts de stabilisation entre les acteurs internationaux et les pays partenaires demeure insoluble (ICG, 2021), et plus encore dans le cas des régimes militaires.

4.1.2. LE CONTEXTE EST IMPORTANT : L'ADEQUATION ET L'ADAPTATION SONT ESSENTIELLES

Les théories et approches de la stabilisation sont issues de contextes spécifiques où le développement d'une « approche intégrée » a échoué : Afghanistan, Libye et Irak. La réplique des stratégies internationales de stabilisation dans de nouveaux contextes (PNUD-b, 2021) semble conduire à des difficultés importantes - ce que le sociologue Olivier de Sardan appelle « La revanche des contextes » (de Sardan, 2021). Des programmes de stabilisation inadaptés (Muggah, 2014) basés sur la « construction d'infrastructures » aboutissent trop souvent à des infrastructures qui peuvent même devenir une source de danger pour les populations et les personnels les utilisant⁷².

Bien que cela puisse paraître évident, il est important de rappeler qu'il est essentiel d'identifier avec précision les dynamiques de pouvoir et la nature du « pouvoir en place » (Benjaminsen, 2019). Le développement de méthodologies, la mise en œuvre des approches *do not harm* (Anderson, 1999), et l'application de « l'analyse sensible au conflit » la plus appropriée⁷³ sont les clés de la programmation de l'aide civile⁷⁴.

La légitimité des forces au pouvoir et la qualité de la gouvernance sont des éléments essentiels des efforts de stabilisation, mais aussi des ingrédients critiques. Après les coups d'État en Mauritanie et le récent coup d'État au Niger, il est important de rappeler que la qualité de la stratégie nationale de stabilisation est

⁷⁰ Entretien avec des donateurs et des ONG au Niger, au Sénégal, au Mali et au Burkina Faso.

⁷¹ Entretien avec le personnel des ministères au Niger, en Mauritanie, au Mali et en Mauritanie.

⁷² Entretien réalisé au Niger.

⁷³ <https://www.careemergencytoolkit.org/topics-issues/3-conflict-sensitivity/1-introduction/1-1-definition-of-sensibilité-aux-conflits/>

⁷⁴ <https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/goodpracticenote.cs-pb-sp.220510.v6.final..web-compressed.pdf>

intrinsèquement liée aux capacités de gouvernance d'un pays. Les politiques et les programmes de stabilisation dépendent fortement de la qualité de l'analyse du conflit, des relations entre les acteurs nationaux et de leur soutien international.

4.1.3. SECURITE ET STABILISATION : LES PRINCIPAUX DEFIS

La sécurisation dans le cadre des efforts de stabilisation est souvent considérée comme essentielle pour le retour de l'État et la reprise des services de base. Cela peut imposer des opérations militaires robustes pour limiter la présence et les activités des groupes armés non étatiques, ce qui n'est pas sans répercussions possibles pour la population et les acteurs de l'aide civile. Les composantes civiles des programmes de stabilisation et de l'aide humanitaire sont confrontées aux mêmes difficultés pour trouver la « bonne distance » par rapport aux forces armées. Il est primordial de protéger le secteur de l'aide pour qu'il ne devienne pas un autre instrument au sein de l'appareil de sécurité. L'action humanitaire et les efforts de stabilisation civils sont également menacés lorsque la composante militaire tente de les utiliser dans le cadre de ses propres efforts de stabilisation.

Pourtant, les meilleurs efforts de stabilisation semblent être ceux qui s'attaquent aux véritables sources de déstabilisation plutôt que de répondre aux symptômes liés à l'insécurité. L'instabilité est le résultat de nombreux déséquilibres (sociaux, sociétaux, culturels), dont l'influence négative peut s'enraciner et poursuivre son chemin vers la déstabilisation des sociétés. Cette instabilité sociale et sociétale croissante devient une source d'insécurité, remettant en cause l'équilibre national, régional et international. Les études de cas montrent que les approches les plus prometteuses sont celles qui identifient correctement les problèmes et les options de réponse les plus appropriées, lesquelles sont rarement « l'utilisation de la force ».

4.1.4. NEGOCIATION AVEC LES GROUPES ARMES : UN CHEMIN DIFFICILE ENTRE PRINCIPES, LOIS NATIONALES ET PRAGMATISME

Des négociations ont lieu entre les groupes armés, les acteurs de la stabilisation et les acteurs de l'aide, parfois indirectement par le biais d'intermédiaires et parfois directement, avec des approches différentes, allant de celles fondées sur des principes à des engagements plus pragmatiques. Un certain degré de négociation directe ou indirecte, par le biais d'intermédiaires tels que les représentants des communautés locales, semble inévitable. Mais négocier avec les groupes armés non étatiques n'est pas sans risque et peut avoir des conséquences indésirables telles que la « légitimation » de ce qui est considéré comme des organisations terroristes, ou des actions en justice contre ceux qui interagissent avec les groupes armés non étatiques.

Ne pas négocier peut avoir pour conséquence d'abandonner une population et de ne lui laisser d'autre choix que de coopérer avec des groupes armés. Dans des situations aussi complexes et sensibles, la « diplomatie humanitaire » offre des options précieuses.

4.2. Recommandations

4.2.1. REEXAMINER LES CONCEPTS, LES STRATEGIES, LES LIGNES DIRECTRICES ET LES OUTILS DE STABILISATION

Les résultats actuels des efforts de stabilisation au Sahel, après l'Afghanistan et la Libye, et les difficultés actuelles dans la région du Sahel appellent à un effort collectif de la part des principaux acteurs de la stabilisation pour faire un état des lieux des expériences et revoir les approches, outils, lignes directrices et modalités d'intervention.

4.2.2. VEILLER A CE QUE LES EFFORTS DE STABILISATION SOIENT MIEUX COORDONNES AVEC LE RESTE DU SECTEUR DE L'AIDE.

La coordination et les forums de dialogue et de clarification doivent être davantage développés et, dans le cas de nouvelles opérations, mis en place le plus tôt possible.

La qualité du dialogue des forces armées internationales et nationales avec les acteurs civils fait partie de l'équation pouvant rendre la stabilisation plus fructueuse. Une collaboration militaire internationale incohérente, un dialogue civilo-militaire inconsistant et une coordination insuffisante de l'aide sont des obstacles directs aux efforts de stabilisation. Les relations entre les acteurs civils et les militaires devraient suivre l'approche suivante :

- Veiller à ce que les efforts de sécurisation n'affectent pas la capacité des populations à accéder à l'aide humanitaire.
- Veiller à ce que, lorsque les militaires développent des interventions dans la sphère civile, telles que le soutien au secteur médical, ils coordonnent correctement leur action avec les autorités nationales et internationales, les autorités sanitaires locales et d'autres acteurs, en utilisant notamment les mécanismes de la CIM-Coord.
- Tout en reconnaissant la nécessité, dans certains contextes, de déployer de solides efforts de sécurisation militaire, il est tout aussi important de veiller à ce que les forces armées respectent le droit international humanitaire, le droit des conflits armés et le rôle des acteurs humanitaires.
- Assurer le bon niveau de coordination afin que les opérations militaires minimisent les risques pour les populations civiles et les acteurs civils.

4.2.3. ALLOUER DES RESSOURCES SUFFISANTES AUX INSTITUTIONS DE RECHERCHE POUR GARANTIR QUE LES POINTS D'ENTREE SOCIETAUX ET SOCIAUX SONT CORRECTEMENT IDENTIFIES ET UTILISES

Il est absolument nécessaire d'impliquer davantage d'anthropologues, de sociologues et de juristes dans la préparation des activités de stabilisation. La mobilisation des institutions nationales de recherche et des chercheurs internationaux spécialisés permettrait de mieux comprendre les causes profondes, ce qui pourrait servir à étayer la conception de programmes de stabilisation qui exploreraient les facteurs d'instabilité et s'y attaqueraient de manière plus appropriée.

4.2.4. RENFORCER LA COOPERATION REGIONALE

La coopération régionale entre les acteurs nationaux et internationaux, militaires et civils, universitaires ou opérationnels, est essentielle. La plupart des forces de déstabilisation deviennent transfrontalières et la plupart des problèmes résultant de ces déstabilisations sociales, économiques et politiques finissent par devenir transfrontaliers par nature. Le soutien aux efforts régionaux devrait donc être considéré comme une priorité, y compris la garantie d'une protection et d'une assistance adéquates aux populations touchées et la sauvegarde de l'espace humanitaire.

4.2.5. UTILISER PLUS SYSTEMATIQUEMENT LA "DIPLOMATIE HUMANITAIRE" AFIN DE MAINTENIR DES FORMES ORIGINALES DE DIALOGUE AVEC TOUS LES ACTEURS ARMES

Le recours à la « diplomatie humanitaire »⁷⁵ pourrait être plus systématique et stratégique afin de maintenir une forme de dialogue avec tous les acteurs armés. Elle servirait de multiples objectifs, dont le plus important pour les agences humanitaires : plaider en faveur de la protection des civils, et pour les agences de stabilisation, recréer la confiance et faciliter la discussion sur la présence des services de base⁷⁶. Une approche trop radicale consistant à refuser tout dialogue avec un groupe dès lors qu'il est qualifié d'organisation terroriste peut conduire à plus de radicalité de part et d'autre et à un cycle de violence sans fin. Une analyse nuancée et critique des raisons pour lesquelles les gens prennent les armes révèle que les motivations politiques et religieuses sont marginales dans la plupart des cas (Zanoletti, 2020). Comprendre leurs véritables motivations et maintenir une certaine forme de dialogue peut ouvrir la voie à des solutions propres à servir des objectifs pluriels, bien que cela nécessite un niveau élevé de sensibilité dans l'approche⁷⁷.

⁷⁵ <https://digitallibrary.un.org/record/602125?v=pdf> et <https://www.cmi.no/projects/2178-humanitarian-diplomacy>

⁷⁶ <https://reliefweb.int/report/world/humanitarian-diplomacy-tool-rebuild-trust-humanitarian-sector>

⁷⁷ *Entretiens avec des travailleurs humanitaires au Niger et avec la Task Force de Stabilisation à Dakar.*

ANNEXES

Annexe N°1 : Termes de référence (résumé)

Renforcer la coordination et les espaces sécurisés pour l'action humanitaire et de stabilisation au Sahel central.

Objectif : Produire une analyse et des recommandations fondées sur des données probantes sur la manière d'atténuer et de résoudre les tensions entre les approches humanitaires et de stabilisation dans le Sahel central.

Introduction

Il s'agira de réaliser une étude visant à documenter et à analyser les tensions affectant la neutralité de l'action humanitaire dans les environnements ciblés par les opérations de stabilisation dans le Sahel central. Grâce au processus de recherche, un espace de compréhension commune des différentes perspectives d'un même contexte permettra un dialogue et une communication active entre les différentes parties prenantes. Le fournisseur produira une série de documents indépendants, dits « *Stand alone paper* » qui, une fois achevés, se complèteront les uns les autres et comprendront une section de commentaires sur les discussions ultérieures. Les documents et le rapport final comprendront des preuves et des recommandations pour soutenir une coordination efficace.

Les résultats de cette recherche seront utilisés par le département Sahel et sécurité du *Foreign, Commonwealth & Development Office* (FCDO) pour informer les conceptions actuelles et futures des politiques et des programmes et pour influencer les parties prenantes de l'humanitaire, du développement, de la stabilisation et de la sécurité. Les besoins humanitaires au Sahel se sont intensifiés depuis 2019 en raison des conflits violents et de la réticence des acteurs du conflit à respecter les principes humanitaires fondamentaux. La région est confrontée à une "crise de la protection.

Le conflit au Sahel s'est intensifié en 2012, lorsqu'une insurrection au Mali a permis aux djihadistes et à d'autres groupes armés de prendre le contrôle de vastes zones dans le nord du pays. Depuis 2012, la violence n'a cessé de gagner du terrain et les pertes civiles et les déplacements ont augmenté d'année en année, 2022 étant déjà l'année la plus meurtrière jamais enregistrée. Les acteurs internationaux se sont rapidement mobilisés pour répondre à cette crise. Cependant, cela a créé des goulets d'étranglement avec une faible capacité d'absorption par les acteurs nationaux et locaux, et une coordination problématique. Des mécanismes ont été mis en place pour améliorer la réponse internationale (tels que l'Alliance pour le Sahel ou la Coalition pour le Sahel), soutenant la coordination entre les acteurs de la sécurité, de la stabilisation, du développement et de l'aide humanitaire. Cependant, ces tentatives ont également créé des risques pour les interventions humanitaires dans un contexte de risques sécuritaires aigus et de crise prolongée.

La réponse humanitaire qui devrait être basée sur une action de principe (neutralité, impartialité⁷⁸, indépendance) a évolué pour refléter cette concentration géographique souvent dictée par des préoccupations politiques. Au fur et à mesure que le conflit s'est étendu, la réponse humanitaire s'est également élargie au point qu'il existe des plans de réponse humanitaire (PRH) dans chacun des trois pays du Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso). Plus récemment, le PRH du Burkina Faso a été augmenté de 36 % et s'élève désormais à 805 millions d'USD.

La complexité du conflit et de la violence s'est également accrue. Il se caractérise désormais par une multiplicité d'acteurs armés étatiques et non étatiques, notamment des éléments affiliés à AQ et Daesh, des groupes d'autodéfense identitaires/ethniques et des milices soutenues par le gouvernement. Les conséquences des actions de ces acteurs sont à l'origine de l'escalade des besoins humanitaires.

Les opérations de stabilisation ont cherché à affirmer et à rétablir la présence du gouvernement dans des zones (souvent périphériques et marginalisées) qui étaient fragiles et sous le contrôle des groupes armés non étatiques.

Dans l'ensemble du Sahel central, les actions de stabilisation ont inclus :

- a) **Collaboration entre militaires et civils pour sécuriser et conserver un territoire et renforcer la présence de l'État.** Le mandat, les ressources et les activités (par exemple, les projets à impact rapide des déploiements de troupes) de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA),
- b) **Construction/renforcement de l'État par des civils.** Initiatives civiles (par exemple, fonds fiduciaire de l'Union européenne ; facilité de stabilisation du Liptako Gourma du PNUD) conçues pour rétablir et/ou (ré)établir la présence de l'État,
- c) **Consolidation de la paix axée sur les communautés locales.** Initiatives de consolidation de la paix conçues pour réduire et atténuer les conflits locaux qui peuvent alimenter la violence et/ou être instrumentalisés par d'autres acteurs armés pour contester et affaiblir davantage la présence et la légitimité de l'État.

Ces interventions de stabilisation ont des théories de changement différentes. La collaboration militaro-civile est en contradiction avec les principes de neutralité et d'impartialité humanitaires (et la nécessité de veiller à ce que les acteurs humanitaires soient perçus comme tels par toutes les parties prenantes, y compris leurs bénéficiaires et les acteurs armés). Comme le reconnaît l'approche globale du gouvernement britannique en matière de stabilisation, ces efforts sont intrinsèquement politiques, en ce sens qu'ils remettent en question et/ou soutiennent les accords politiques existants, dans le but d'instaurer une gouvernance plus inclusive et moins violente dans les régions ciblées. Cela peut être en contradiction avec la réponse humanitaire fondée sur des principes, qui cherche à se positionner de manière neutre par rapport aux parties au conflit, là où il y a conflit et violence. Dans le contexte du Sahel central, la situation est d'autant plus complexe que les acteurs de la sécurité et la réponse ont tendance à être prioritaires et à prendre la tête de la réponse dans les zones les plus complexes, les acteurs du développement ou de l'aide humanitaire étant invités à « consolider la paix ». Ces approches risquent donc d'être perçues comme étant conçues pour soutenir les interventions de sécurité plutôt que le développement ou la réponse humanitaire en tant que tels. Il s'agit d'un modèle « défense, diplomatie, développement » qui, au fil du temps, a de plus en plus empiété sur la définition convenue du CAD de l'OCDE du « nexus » (consolidation de la paix, développement, aide humanitaire) ou a été assimilé à une variante de celle-ci dans laquelle le terme « stabilisation » est ajouté. Cela brouille le modèle conceptuel du « nexus » qui détaille les approches et les sauvegardes pour maintenir la valeur ajoutée de chacune de ces approches. Chacune des approches mentionnées ci-dessus (sécurité, stabilisation, consolidation de la paix, développement, humanitaire) a une valeur ajoutée et une légitimité spécifiques dans le Sahel central.

But et objectifs de l'étude

Les objectifs primordiaux de cette étude sont les suivants :

- **Objectif 1 :** Comprendre et analyser les perceptions et les attitudes à l'égard des acteurs/activités de stabilisation dans le Sahel central (et dans d'autres contextes pertinents) et les conséquences pour la présence, l'action et l'accès humanitaires (tant pour les acteurs humanitaires que pour les bénéficiaires).
- **Objectif 2 :** Engager les parties prenantes à mieux comprendre comment il est possible d'avoir des réponses de stabilisation et des réponses humanitaires dans les mêmes espaces contestés (géographiques, politiques, d'information,...) en promouvant une meilleure coexistence des réponses de stabilisation et des réponses humanitaires, maintenant ainsi la valeur ajoutée des différentes approches.

Questions de recherche

En relation avec les objectifs décrits ci-dessus, les questions de recherche spécifiques que l'étude cherche à aborder sont les suivantes, bien que ce champ d'application soit provisoire et puisse être élargi au cours de l'exécution pour répondre aux priorités émergentes au sein de l'OCFD :

Objectif 1

Les interventions de stabilisation (sécurité, renforcement de l'État, interventions dirigées par des civils) soutiennent-elles un ensemble particulier d'hypothèses et d'objectifs politiques qui peuvent être en contradiction avec le principe humanitaire de « neutralité » ?

- Perspectives nationales. Celles-ci varient-elles explicitement/implicitement entre les trois différents pays du Sahel central.
- Perspectives externes. Ces perspectives varient-elles explicitement/implicitement entre les différents acteurs internationaux (ONU, États membres) ?
- Existe-t-il une approche globale de la stabilisation dans la région ? Si ce n'est pas le cas, quelles sont les implications pour les acteurs/réponses humanitaires ?
- Comment les acteurs / interventions de la stabilisation sont-ils perçus par les différentes parties prenantes ?
- Acteurs étatiques.
- Acteurs armés de l'État : armée, gendarmerie, police, milice.
- Groupes armés non étatiques (GANE) : groupes d'autodéfense, OVE - JNIM, Daesh. La perception des acteurs humanitaires diffère-t-elle de celle des acteurs de la stabilisation ?
- Comment ? Et pourquoi ?
- Y a-t-il des conséquences pour les acteurs et les bénéficiaires de l'aide humanitaire ? Dans l'affirmative, quelles sont-elles et comment diffèrent-elles en fonction des perspectives et des actions des différentes parties prenantes ? La perception des acteurs humanitaires (acteurs étatiques, groupes armés étatiques, groupes armés non étatiques) est-elle affectée par la présence d'interventions de stabilisation ?
- Le *type* d'intervention de stabilisation affecte-t-il différemment la perception ?
- Dans l'affirmative, comment et quelles sont les conséquences ?
- Quels sont les autres facteurs qui influencent la perception des acteurs humanitaires et comment affectent-ils la sûreté et la sécurité ?

Objectif 2

Quelles sont les stratégies actuelles et les exemples de coexistence de la stabilisation et de la réponse humanitaire dans la zone d'étude ? Quelles sont les opportunités qui se présentent pour promouvoir une meilleure coexistence de la stabilisation et de la réponse humanitaire dans la zone d'étude ?

Cible géographique

Cette commande vise à influencer les approches et les meilleures pratiques pour les acteurs humanitaires et de stabilisation dans le Sahel central. Nous attendons du fournisseur qu'il se concentre sur les trois pays du Sahel central et qu'il utilise la zone transfrontalière du Liptako Gourma (Mali-Niger-Burkina Faso) pour explorer comment ces politiques se traduisent et sont utilisées sur le terrain - et leurs conséquences pour les acteurs humanitaires et les bénéficiaires (et les populations locales qui ne sont pas bénéficiaires). Elle devrait également être alimentée par les leçons tirées d'autres contextes où la stabilisation et l'action humanitaire ont travaillé dans les mêmes espaces géographiques et à proximité (par exemple, le bassin du lac Tchad, la République démocratique du Congo).

Conception de la recherche

Les propositions relatives à ce cahier des charges doivent respecter strictement les principes de la recherche universitaire en sciences politiques et sociales tels qu'ils s'appliquent aux secteurs de la stabilisation et de l'aide humanitaire. Dans la mesure du possible, les candidats doivent détailler les processus et les justifications de leur approche en veillant à ce qu'un plan de recherche clair et rigoureux soit proposé pour répondre à toutes les questions et à tous les objectifs de recherche mentionnés ci-dessus. L'échantillon pour les deux objectifs devra

inclure des décideurs politiques de haut niveau et des parties prenantes stratégiques. L'échantillon devra également donner la priorité aux principales parties prenantes sur le terrain, y compris l'éventail des acteurs qui ont un rôle direct/indirect et une influence sur la sûreté/sécurité des acteurs humanitaires. Il s'agira d'engager le dialogue avec des acteurs humanitaires et de stabilisation (ONU, ONG, État, donateur) dans chacun des pays du Sahel central.

Application de la recherche et voies d'accès à l'impact

Les propositions doivent présenter une stratégie pour l'utilisation de la recherche et l'obtention d'un impact. Cette stratégie doit tenir compte de la diversité du public et des parties prenantes et envisager des moyens efficaces de diffusion auprès de divers groupes de manière à les sensibiliser davantage et à améliorer l'utilisation des résultats.

Produits à livrer

FCDO attend du fournisseur les prestations suivantes :

Un **rapport initial** et un plan de travail détaillant la méthodologie proposée, les outils, le calendrier et les outils écrits de collecte de données. Le rapport initial devrait également contenir des recommandations sur la faisabilité du champ d'application et des questions de recherche à affiner par le comité de recherche identifié et discuté avec le FCDO. La méthodologie doit comprendre la cartographie des principales parties prenantes qui devraient être approchées pour participer à la recherche - y compris invitées à tester les questions de recherche et les documents ; une réflexion sur la manière dont le processus de recherche et de révision peut contribuer à l'adoption de la recherche (et peut-être être documenté dans un bref commentaire) ; l'analyse des données collectées et la production d'un **projet de rapport** en anglais, pour examen par l'OGAF.

Un **atelier** pour impliquer les principales parties prenantes dans l'affinement et la finalisation de l'étendue des questions de recherche.

Une série de trois documents indépendants, dits « *Stand alone paper* », pouvant servir de base de discussion entre les principales parties prenantes avant la rédaction finale accompagnée d'un commentaire lié à un résumé de la discussion. Ces trois documents devraient permettre de :

- Identifier, définir et analyser les différents modèles conceptuels de stabilisation dans la région et les meilleures pratiques/lignes directrices, y compris dans d'autres contextes - et toute interaction avec l'humanitaire (y compris la clarté sur la théorie du changement).
- Perception des réponses de stabilisation et de leur effet dans les zones où :
 - il n'y a pas de présence humanitaire
 - une présence humanitaire préexistante
 - elle précède l'arrivée d'une réponse humanitaire
- La voie à suivre.

Un **rapport de synthèse** (pas plus de 5 pages) et une présentation PowerPoint qui reprennent succinctement les points forts du projet ainsi que les principales conclusions et recommandations.

Diffusion des résultats de la recherche auprès des principales parties prenantes de l'OGAF (et de l'ensemble du gouvernement de Sa Majesté) et (avec le soutien de l'OGAF pour la convocation) auprès d'un ensemble plus large de parties prenantes. Ceci devrait inclure une présentation sur mesure et des résultats de recherche pour/à des parties prenantes stratégiques identifiées par le FCDO.

Annexe N°2 : Principaux résultats des études sur le terrain

Pour comprendre la logique de l'analyse, il est important d'approfondir les descriptions contextuelles des pays concernés et les spécificités des processus de stabilisation qui les affectent.

Stand Alone Paper N° 1 : Mali et Burkina Faso

La crise au Mali, qui s'étend au Burkina Faso par les frontières sud et est, résulte d'une série de facteurs nationaux et régionaux. Le plus important est la dynamique complexe qui a émergé avec la montée et la diversification des mouvements extrémistes violents et les divers conflits entre eux et avec les acteurs nationaux et internationaux.

- **Une crise multifactorielle profonde et complexe** - Le Burkina Faso et le Mali sont tous deux dans une situation difficile. La présence de groupes armés actifs sur plus de 50% de leurs territoires est le résultat d'un long processus de désintégration alimenté par des facteurs endogènes et exogènes. L'État est peu présent dans les provinces les plus touchées, au détriment de la population qui se retrouve seule face à de multiples défis : climat, pression sur les ressources, tensions intercommunautaires, manque d'infrastructures, manque de perspectives, manque d'accès aux services de base, corruption, abus d'autorité, sentiment d'abandon, etc. Le sentiment partagé est que la plupart des engagements pris ne sont pas suivis d'effets. Cela se reflète dans l'éloignement entre une jeunesse désabusée à la recherche d'un nouveau « récit » et un gouvernement en perte de crédibilité. Au fil des ans, des crises lointaines et non résolues, vieilles de plusieurs décennies, se sont propagées sur le continent. Des acteurs étrangers se sont progressivement établis dans des régions isolées, nouant des liens avec les populations autochtones et gagnant en influence. Dans le même temps, la criminalité organisée a proliféré et partagé quelques intérêts communs avec les groupes armés. La crise libyenne et le trafic d'armes qui en découle est un facteur aggravant à fort impact sur l'équilibre des forces entre les groupes djihadistes et les forces régulières.
- **Isolement et dérive totalitaire** - L'ensemble des facteurs mentionnés ci-dessus a eu un effet boule de neige que les gouvernements malien et burkinabé et leurs partenaires n'ont pas réussi à endiguer. Les deux pays sont soumis à d'énormes pressions. Le sentiment anti-français et anti-occidental, la remise en cause des partenariats stratégiques (G5S, CEDEAO), la suspension de la coopération militaire avec les alliés historiques, l'influence croissante de la Russie, le djihadisme, l'instabilité politique, les conflits internes et la dérive autoritaire sont autant de facteurs qui contribuent à l'isolement diplomatique et à l'aggravation de la situation dans les deux cas. Les nombreux défis auxquels sont confrontés le Mali et le Burkina Faso aggravent et sont aggravés par les profondes divisions au sein de l'élite politique et de l'appareil sécuritaire. Le durcissement du discours et des actions de l'exécutif, notamment à l'égard de l'opposition politique et de la société civile, sont des indicateurs inquiétants d'un isolement et d'un totalitarisme croissants. Plus que des signes de reprise en main de la situation, ce durcissement croissant du pouvoir en place traduit par un entêtement dans une direction dont il est difficile d'entrevoir une issue positive.
- **Au Mali et au Burkina Faso**, la présence et les actions déstabilisatrices des groupes armés n'ont pu être contrôlées. Le soutien international pour aider à contrôler/stabiliser ces groupes armés n'a pas été suffisant. Non seulement l'approche sécuritaire n'a pas été couronnée de succès jusqu'à présent, mais elle a généré du ressentiment. Malgré des investissements financiers importants, elle s'est avérée largement insuffisante au regard des enjeux et des défis socio-économiques et de gouvernance liés à la dynamique de déstabilisation.
- **Au Mali comme au Burkina**, le mélange complexe de rébellion politique et d'insurrection djihadiste, les mouvements sociaux, la manipulation internationale, l'analyse insuffisante et les postures post-coloniales

ont conduit à un cercle vicieux de violence, de contre-violence et de vengeance. Cette situation a été exacerbée par le fait que les deux gouvernements se sont appuyés sur des milices d'autodéfense communautaires qui ont commis de nombreux actes violents à l'encontre de communautés spécifiques, en particulier les Fulanis (Sangaré, 2013). Compte tenu de la dégradation rapide des conditions de vie, la militarisation de l'aide et la tendance accrue au contrôle militaire de l'aide et des populations ont eu des conséquences importantes pour les acteurs humanitaires. L'accès de plus en plus limité, les pressions accrues pour utiliser des escortes militaires, la multiplication des accusations de « collaboration avec l'ennemi » portées contre le système d'aide ont rendu encore plus difficile l'acheminement de l'aide dans les « zones difficiles d'accès ». Les tentatives de certains acteurs du développement de continuer à travailler et à faire des compromis significatifs avec les agendas politiques et militaires sont potentiellement dangereuses et considérées en grande partie comme inappropriées dans la période « post-coup d'État militaire ».

Stand Alone Paper N°2 : Niger et Mauritanie

Dans deux pays du Sahel central, la Mauritanie et le Niger, les efforts de stabilisation internationaux ont coexisté avec des efforts nationaux très efficaces (qui souvent ne s'appellent pas eux-mêmes "efforts de stabilisation"), qui ont emprunté des voies différentes. Il est donc essentiel pour la recherche d'explorer les exemples du Niger et de la Mauritanie afin de souligner l'importance des stratégies et des efforts nationaux, qui sont souvent très différents de ce que le système d'aide internationale appelle les « efforts de stabilisation ».

En Mauritanie, un pays qui a déjà connu des coups d'État et des activités djihadistes, trois piliers fortement interconnectés ont été développés et constituent des stratégies solides pour faire face aux risques de déstabilisation :

- **Le pilier religieux** a rassemblé la force des imams, des écoles coraniques et des religieux islamiques, qui ont tous été mobilisés pour détecter les dynamiques de radicalisation. Les actions menées par les autorités mauritaniennes dans le cadre de la lutte contre la radicalisation sont multiples : la mise en place d'un système de surveillance des mosquées, la diffusion du message « anti-radicalisation » dans les écoles coraniques et l'identification des « individus à risque ». En Mauritanie, l'islam est présent dans toutes les facettes de la société, mais sa nature est fortement "anti-radicalaire" : au fur et à mesure que la société s'est structurée et organisée en « État moderne », certains anciens Cadis sont devenus magistrats, ce qui a permis de préserver en grande partie l'ancien système.
- **Le système « tribal »** est un élément essentiel du contrat social, car il est au cœur des systèmes d'entraide et de la gestion de nombreux problèmes sociaux, sur la base de l'approche sociale/sociétale. Dans la gestion des tensions et des déstabilisations sociales, voire sociétales, le triangle « Cadi-Préfet/Gouverneur-Chefs de tribus » est au cœur de toutes les actions, mais aussi le socle fondamental de la confiance et de la non-concurrence intra et inter défenseurs de la stabilité. C'est un acteur crucial pour la gestion des problèmes fonciers et l'apaisement des relations au sein de la communauté. Les chefferies jouent un rôle majeur dans la réception des doléances et l'identification des individus et des groupes à risque.
- **Le pilier « sécurité »** est basé sur des systèmes de renseignement sur le terrain, permettant de suivre des individus ou des groupes considérés comme dangereux. En Mauritanie, le sentiment national est fort et de nombreux Mauritaniens, dans un contexte d'instabilité sous-régionale compliqué, n'hésitent pas à signaler aux autorités toute anomalie concernant leur entourage ou leur comportement, bref tout ce qui pourrait représenter un « signal faible » suggérant un risque d'activités illicites, de sources de désordre et/ou de radicalisme.

- Ce système des trois piliers fonctionne bien en raison de la confiance relative des populations et de leur crainte d'une instabilité telle que celle observée au Mali. Dans ce contexte, la Mauritanie s'est engagée, avec l'aide de l'Union européenne, dans une démarche de développement durable.

La communauté internationale n'a pas ressenti le besoin d'un « projet de stabilisation » en tant que tel. Il n'y a pas eu de déploiement militaire international, mais un niveau élevé de coopération dans le « secteur du renseignement », de nombreuses initiatives de développement, en particulier dans le sud du pays, et un soutien humanitaire important aux camps de réfugiés et aux communautés d'accueil dans l'est (touchés par la crise malienne) contribuent aux efforts nationaux avec leurs caractéristiques spécifiques, et les complètent.

Au Niger, l'étude s'est concentrée sur les approches de stabilisation avant le coup d'État de juin 2023.

- **L'histoire et l'expérience sont importantes** : les approches de stabilisation sont ancrées dans l'histoire. La sécheresse des années 1970 a provoqué des déplacements massifs de population vers le sud et a contribué à un changement urbain radical à Niamey, créant un premier niveau de mélange intercommunautaire.
- **La rébellion des années 1990** a suscité une nécessité et une capacité de dialogue ainsi qu'une méthode de gestion des crises par l'inclusion et l'intégration. En fait, l'intégration des anciens rebelles dans l'appareil militaire, économique et politique s'est avérée très efficace pour stabiliser le pays. Le dialogue avec les groupes opposés est resté au cœur de la stratégie de stabilisation du Niger jusqu'à la période récente. C'est dans ce cadre que des institutions telles que la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) ont été créées, avec pour objectif de faciliter le dialogue et l'inclusion. Cependant, la volonté de discuter avec les Groupes Armés Non Étatiques (GANÉ) a progressivement disparu avec l'augmentation du nombre d'attaques menées par différents groupes radicaux principalement basés au Mali et au Burkina Faso. Le désir de dialogue s'est aujourd'hui largement dissipé.
- **Les mécanismes *sui generis*** (spécifiques et développés localement) de gestion des tensions sont des atouts majeurs pour la stabilisation. Le Niger a réalisé des progrès significatifs grâce à des efforts spécifiques pour mettre en place des mécanismes solides facilitant la gestion des tensions et des conflits (Hiernaux, 1996) dans les zones rurales. Le Niger a été l'un des premiers pays africains à opter pour une gestion locale et multi-acteurs du foncier, afin de sécuriser les droits des producteurs ruraux et réguler l'utilisation des ressources naturelles (Grünwald, 2023). Le Code rural80 et la Loi Pastorale se sont révélés être des outils puissants pour contribuer au règlement pacifique des conflits (dans les zones rurales) et donc à la stabilisation, bien que leur mise en œuvre reste difficile dans les zones sensibles touchées par le conflit où les groupes armés tentent d'imposer la Charia.
- **Le développement joue un rôle de stabilisation très important.** De nombreuses enquêtes ont montré que les principaux facteurs qui poussent vers les groupes radicaux sont d'ordre social et économique (frustrations). Dans ce contexte des programmes de développement économique spécifiques se sont avérés essentiels à l'émancipation socio-économique des jeunes, et donc vitaux pour réduire les possibilités de recrutement des groupes radicaux. Dans le même temps, le Niger a été un centre de présence militaire internationale de lutte contre l'insurrection qui affecte à la fois le Niger et le Sahel dans son ensemble. Les acteurs impliqués ont été accusés de prolonger la domination coloniale dans la tourmente politique qui a suivi le coup d'État de juillet 2023.
- **L'approche de la stabilisation nationale a radicalement changé à la suite du coup d'État de 2023.** Certains intervenants clés de la sécurité internationale ont dû quitter le pays (France, EUCAP), tandis que d'autres ont dû se retirer. D'autres encore sont en train de repenser leur approche (États-Unis, Allemagne) et de nouveaux acteurs (Russie) entrent en scène.

Stand Alone Paper N°3 : les approches spécifiques du Sénégal et des pays du Golfe de Guinée.

Bien qu'il n'existe pas de stratégie de stabilisation « en soi » au Sénégal ou dans les pays du Golfe de Guinée, des risques ont néanmoins été identifiés. Des évolutions négatives possibles ont été anticipées. Pour en atténuer les effets, différentes actions sociales, culturelles, humanitaires et de développement ont été mis en œuvre.

- **Jusqu'à présent, la stabilisation a été liée à la force de l'islam sénégalais très ouvert (confrérie).** Cependant, la présence croissante de religieux salafistes, de réseaux sociaux radicaux et de propagande / campagne de désinformation (fake news), a généré de nouvelles menaces.
- **Une mobilisation militaire discrète :** face à ces risques, dont les autorités sénégalaises sont très conscientes, les forces de sécurité intérieure sont mobilisées et présentes, même en cas d'urgence, même si elles restent assez discrètes. De nombreux pays (France, États-Unis) ont apporté un soutien important aux forces armées. Ce soutien a pris différentes formes, allant de la coopération technique à l'appui financier et à la fourniture de différents types d'équipements (avec un accent sur les équipements non létaux). Un appui aux services de renseignement, à la gendarmerie (police) et à d'autres mécanismes importants dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent a été mis à la disposition du système de sécurité sénégalais. Les programmes de formation mis en œuvre dans le cadre de nombreuses coopérations bilatérales sont significatifs et de nombreux « officiers supérieurs » des forces sénégalaises ont fait leurs études supérieures en France, aux États-Unis et au Canada. La participation du Sénégal à de nombreuses opérations de maintien de la paix de l'ONU, dont la MINUSMA au Mali, a contribué à faire de l'armée sénégalaise un acteur respecté. Bien qu'elles ne soient pas qualifiées de « programmes de stabilisation », les principales approches développées par le gouvernement sénégalais pour réduire le risque de déstabilisation bénéficient d'un soutien notoire de la part d'entités internationales.
- **Le développement économique joue un rôle clé dans la stabilisation des contextes,** avec de nombreux partenaires techniques et financiers pour soutenir le dynamisme de l'économie sénégalaise. Les recettes attendues des industries d'extraction du pétrole et du gaz permettront de mettre en place des infrastructures et des services pour relier les périphéries au centre. Les jeunes représentant 70% de la population du pays selon le dernier recensement début 2023, il importe de prendre au sérieux leurs suggestions dans toute approche de stabilisation et de prévention des conflits.
Le Sénégal reçoit une forte attention des pays européens à travers notamment de nombreux programmes préventif visant à réduire le risque de déstabilisation.
Les pays du Golfe de Guinée, situés entre la bande sahélienne et la mer, ont récemment fait l'objet d'une grande attention. Ces pays, dont certains sont considérés comme des réussites économiques et dotés de processus démocratiques positifs, sont aujourd'hui soumis à la pression de groupes armés radicaux. Ils ont vu leur statut passer de calme et paisible, troublé principalement par la piraterie en mer, à celui de zone à risque de contamination par l'extrémisme violent lié à l'islam politique.
- **Les migrations** nord-sud - y compris la transhumance (migration saisonnière) - ont augmenté en amplitude et en durée. Les migrations économiques du Sahel vers les pays riches du Golfe de Guinée ont entraîné, comme on l'a vu dans le nord de la Côte d'Ivoire, des changements démographiques conduisant à des phénomènes de rejet des populations allochtones. Par ailleurs, l'insécurité dans les pays du Sahel a entraîné un afflux de réfugiés dans les pays du Golfe de Guinée, et en particulier dans leurs zones septentrionales (régions souvent laissées pour compte dans les processus de développement et dans lesquelles la présence de l'État est limitée). Dans ce contexte une nouvelle dynamique s'est développée, celle du débordement des activités des groupes djihadistes vers le sud du Sahel, en Côte d'Ivoire, au Bénin et au Togo (Pellerin 2022). L'une des raisons en est la **montée des affrontements et des tensions intercommunautaires**, souvent liée aux difficultés croissantes de coexistence entre agriculteurs et éleveurs, en particulier avec les Peuls (Pellerin, 2021). Cela a conduit à l'émergence d'une « question peul » (Cisse,

2020), ces derniers étant accusés de faire partie de la stratégie d'entrisme des groupes djihadistes.

- **L'inclusion de la région du Golfe de Guinée dans l'espace djihadiste** est quelque chose de récent dans l'agenda politique et sécuritaire de la communauté internationale (Vircoulon et Tournier V ; 2017).
- Ces dernières années, les bailleurs de fonds ont joué un rôle de plus en plus important dans le développement de l'Afrique. Les bailleurs bilatéraux (Senat, 2023) et multilatéraux avaient auparavant financé de nombreux programmes de développement dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'économie, ainsi que dans les domaines régaliens de la justice et de la réforme des systèmes de sécurité (RSS). La sous-région du Golfe de Guinée a été soudainement confrontée à l'insécurité liée à l'islam radical avec l'attaque de Grand Bassam en Côte d'Ivoire, qui a été un premier « coup de semonce » pour la sous-région et qui a laissé des souvenirs douloureux . Depuis, la communauté de l'aide a vu arriver des **flux de réfugiés liés à l'insécurité** au Sahel, puis s'est trouvée confrontée à la multiplication des incidents sécuritaires dans toute la zone nord des pays côtiers.
- **Les groupes djihadistes ont réussi à s'étendre** au Bénin, à la Côte d'Ivoire et, dans une moindre mesure, au Togo, au Ghana, au Sénégal et à la Guinée. Cette croissance territoriale djihadiste est constituée en grande partie de groupes locaux.
On s'attend à ce que le recrutement donne progressivement naissance à des foyers djihadistes de plus en plus endogènes dans ces États. Les mouvements djihadistes se nourrissent des fragilités propres aux territoires où ils se développent, comme les tensions liées à l'accès aux ressources. Ils exacerbent les stigmatisations intercommunautaires. La diffusion de l'idéologie djihadiste du Sahel central au-delà des frontières méridionales constitue le moteur permettant d'exploiter et transformer des frustrations et des injustices qui découlent de ces situations de fragilité. Face aux risques croissants et à la multiplication des incidents, des mécanismes de suivi ont été mis en place, tel l'outil de suivi multirisque pour les pays du Golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) (connu sous le nom de GRANIT) développé par OCHA pour la sous-région. Ces régions septentrionales, souvent oubliées par les gouvernements, dans lesquelles de vastes zones inhabitées ont été désignées comme parcs nationaux, se sont transformées en zones de pénétration et d'installation de katiba (groupe de guérilla sous un leadership spécifique dans un lieu donné) liées à des mouvements radicaux.
- La **Côte d'Ivoire se caractérise par une dynamique de développement importante** pour l'Afrique de l'Ouest. Le pays présente des zones agro-écologiques et démographiques très diverses, avec une zone sahélo-sahélienne, une zone plus humide dite de climat soudanais largement ouvert aux systèmes agro-pastoraux et un Sud humide, monde de savanes cultivées et de forêts, avec des plantations de cacao et de café, mais aussi une urbanisation côtière. De nombreux habitants du Sahel viennent chercher du travail en Côte d'Ivoire, notamment dans le secteur agricole. Première économie de l'Afrique de l'Ouest francophone, la Côte d'Ivoire semblait particulièrement bien placée pour se prémunir contre l'expansion du djihadisme. L'**attentat de Grand-Bassam**, qui a fait 19 morts le 13 mars 2016, a été une véritable surprise stratégique, **démontrant la capacité d'action des groupes djihadistes au cœur du pays**.
- Traumatisée par l'attentat de Grand Bassam, la Côte d'Ivoire a **investi massivement dans le secteur de la sécurité**, avec une série de mesures dans les établissements scolaires, sensibles et stratégiques, et les lieux publics tels les ambassades et les sièges d'institutions et d'organisations internationales ; cet investissement massif a également bénéficié aux capacités des forces de sécurité, au système de renseignement et aux dispositifs d'enquête, avec la Cellule Spéciale d'Enquête et d'Instruction (CSEI) transformée en juillet 2016 en Cellule Spéciale d'Enquête et d'Instruction de lutte Contre le Terrorisme (CSEI-LCT). L'attentat de Grand-Bassam, dans lequel un certain nombre de citoyens européens, notamment français, ont été tués, a conduit à un **renforcement de la coopération internationale dans le secteur de la sécurité**, avec notamment la mise en place d'une Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (AILCT) et la création du Centre de Renseignement Opérationnel Antiterroriste (CROAT) pour renforcer la

coordination des mécanismes de collecte et d'analyse du renseignement, le soutien technologique, la coopération internationale ainsi que les opérations de lutte sur le terrain.

- Outre ces avancées dans le fonctionnement du système de sécurité, **la Côte d'Ivoire a également beaucoup investi dans les secteurs sociaux, la réduction de la pauvreté et l'emploi des jeunes**. L'ensemble des mesures prises sur les différentes composantes sociétales (éléments sociaux, économiques et sécuritaires) qui favorisent la progression des groupes radicaux a permis une réduction significative de la menace. Mais la **situation reste fragile** et les autorités devront poursuivre leurs efforts et continuer à investir dans le développement économique et social de la région.

Annexe N°3 : Bibliographie

- Adams A. ; 1977 ; *le Long Voyage des Gens du Fleuve*. éd. Maspero ; Paris, 222 p.
- AFD, 2021, *Nexus humanitaire - développement à l'AFD*.
- AFD, 2021, Évaluation du Fonds Minka, Évaluation de l'AFD, N°93.
- AFD, 2022, Sahel, Bilan d'activité, Paris.
- Agaliou Abdoul Karim, 2010, *Le Haut-Gourma : Monographie du cercle de Gourma-Rharous*, , 139 p. Ammour L.A ., 2020, Comment les groupes extrémistes violents exploitent les conflits communautaires au Sahel ; centre de l'Afrique.
- Altaï ; 2020 ; Appui à la stabilisation au Mali ; enjeux et perspectives ; UE.
- Almahadi Haidara, Mohamed Attaher Maiga, Ba Salamatou, Edouard Madebari, Sidi Mohamed Ould Handane, Patrice Effebe, Sissoko Mohamed, Farid Wahid, Alhousseini Oyahit, 2014, *Évaluation Rapide Multisectorielle Gossi - 7 mars 2014*, RDC, OIM, HCR, OCHA, UNICEF, PAM, , 12 p.
- Anderson M. ; 1999 ; Do no Harm, How Aid Can Support Peace-or War ; Lynne Rienner Publishers, 161 p. AFD, 2021, *Cadre d'Intervention Transversal Vulnérabilités aux crises et résilience 2017-2021*, Paris.
- Bagayoko N., Ba B., Sangaré B, Sidibé K., 2017, *Gestion des ressources naturelles et configuration des relations de pouvoir dans le centre du Mali : entre ruptures & continuité*, Réseau africain du secteur de la sécurité, ,34 p.
- Balzacq, T., Léonard, S. et Ruzicka, J. (2016). 'Securitization' revisited : theory and cases (La sécurisation revisitée : théorie et cas). *International Relations*, 30(4), 494-531. <https://doi.org/10.1177/0047117815596590>
- Barbier JC & al, 2002, Cohabitations et concurrences religieuses dans le Golfe de Guinée. Le Sud-Bénin, entre vodun, islam et christianismes, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 79-2 pp. Le Sud-Bénin, entre vodun, islam et christianismes, [Bulletin de l'Association de Géographes Français](https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2002_num_79_2_2272), 79-2 pp. 223-236. https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2002_num_79_2_2272
- Bassu A. ; 2022 ; La quête de puissance tous azimut de la Russie : Étranger proche, Moyen-Orient et Afrique", Centre politique pour le Nouveau Sud, Rabat.
- Bassu A. ; 2023, Les relations militaires entre la Russie et l'Afrique : avant et après la guerre en Ukraine, Atlantic Conseil, Centre pour l'Afrique, Washington.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2019). Pourquoi les pasteurs maliens rejoignent-ils les groupes djihadistes ? Une explication écologique politique. *The Journal of Peasant Studies*, 46(1), 1-20.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2021). Fulani-dogon killings in mali : Farmer-herder conflicts as insurgency and counterinsurgency. *African Security*, 14(1), 4-26.
- Benjaminsen (Tor A.) et Ba (Boubacar), 2009, "Farmer-Herder conflicts, Pastoral Marginalisation and Corruption : A Case Study from the Inland Niger Delta of Mali", *The Geographical Journal*, Vol. 175, N° 1, Norwegian University of Life Sciences, p. 71-81.
- Bressan, Sarah. 2021. "Verhexter Ansatz". *Internationale Politik* 6, novembre/décembre 2021, p. 34-38 Burkina Faso, *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso*, 2014.
- Cabinet du Premier Ministre ; 2021 ; Projet Communautaire de redressement et de stabilisation du Sahel : cadre de gestion environnementale et sociale (P173830).
- Centre pour le Dialogue Humanitaire, *Radicalisation, violence et (in)sécurité : Ce que disent 800 sahéliens, Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*, Rapport National Mali, HD, PNUD, Genève, 2016, 40 p.
- Centre pour le Dialogue Humanitaire, *Conflictualité locale et demande de justice : Ce que disent 800 sahéliens, Études des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*, 2016, Résumé exécutif, HD, PNUD, Genève, 18 p.
- Châtaigner JM. ; 2019 :la stabilisation au Sahel, nouveau rocher de Sisyphe ? *Revue Politique Étrangère* ; Institut Français des relations internationales, Paris.
- Chevalier (Gilles, MacLeman (Hugh), Cartuyvels (Corentin), Palomino (Pilar) Gingembre (Lucile), *Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma, R- CAP Resilience Common Analysis and Prioritization*, OCDE, UNICEF, OCHA, 2019, 78 p.

Cisse M ; 2020 ; Understanding Fulani Perspectives on the Sahel Crisis, African center for strategic studies.

Cold-Ravnkilde M. ; Ba B., 2022 ; Unpacking 'new climate wars' : Acteurs et moteurs du conflit au Sahel, Danemark
Institut d'études internationales, Copenhague.

Cold-Ravnkilde S. Plambech S.;2015 ; Boko Haram : from local grievances to violent insurgency ; DIIS, 39 p.

Effort commun ; 2021 ; rapport sur le Sahel, recommandations pour les engagements futurs au Sahel et dans d'autres zones de conflit ; HQ1/ German Netherland Corps, Munster.

Crisis Group ; 2020 ; Initiatives gouvernementales et internationales pour sortir de la crise : enrayer la communautérisation de la violence au Centre du Mali ;ICG, Bruxelles.

Crisis Group ; 2021 ; A course correction for the Sahel Stabilisation strategy ; Africa report N°299, ICG, Brussels

Crisis Groupe ; 2022 ; MINUSMA at the cross road ; ICG ; Brussels

EU ; 1995 ; Linking Relief, Rehabilitation and Development <https://eur-lex.europa.eu/EN/legal-content/summary/linking-relief-rehabilitation-and-development-lrrd.html>⁷⁸

Deng A, 2022, Sahel, défis et opportunités, Revue internationale de la Croix-Rouge, vol 202, Genève.

De Bruijn M., Van Dijk H.,Kaag M., Van Til K. ; 2025 ; *Sahelian pathways : Climate and society in Central and South Mali*, Research Report 78/2005, African Studies Centre, Leiden (Pays-Bas), 303 p.

De Bruijn (Mirjam), Van Dijk (Han), "Ecology and Power in the Periphery of Maasina : the Case of the Hayre in the Nineteenth Century", *The Journal of African History*, Vol. 42, N° 2, Cambridge University Press, 2001, pp. 217-238.

De Bruijn (Mirjam), "The Hearthhold in Pastoral Fulbe Society, Central Mali : Social Relations, Milk and Drought", *Journal de l'Institut Africain International*, VOL. 67, N° 4, Edinburgh University Press, Edinburgh, 1997, pp. 625-651.

Demuyneck M, Coleman J. 2020, Les Sables Mouvants du Paysage Terroriste Sahélien, 16 Mar 2020 <https://icct.nl/publication/les-sables-mouvants-du-paysage-terroriste-sahelien/>

De Sardan O.;2021, La revanche des contextes : des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà, ed Khartala, Paris, 496 p.

Diakite N. Dr, 2016 ; *État des lieux de l'élevage et du pastoralisme au Mali, finalisation Stratégie Régionale pour la Promotion du Pastoralisme dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest*, Document Mali, Rapport final, Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel, Bamako, , 3 p.

DUPUY R, 2019, Logiques d'un maintien de l'ordre moral : le cas des groupes d'autodéfense Koglweogo au Burkina Faso, <https://www.sciencespo.fr/cei/fr/oir/logiques-d-un-maintien-de-l-ordre-moral-le-cas-des-groupes-d-autodefense-koglweogo-au-burkina-fa>

FCDO ; 2023 ; Le développement international dans un monde contesté : mettre fin à l'extrême pauvreté et lutter contre le changement climatique. Livre blanc sur le développement international ; Londres, 155 p.

Florquin N & al, 2019 , *L'atlas des armes : Une cartographie des flux illicites d'armes légères en Afrique*.

Grünwald F. & al ; 2015 ; *Gestion d'une crise complexe au nord Mali : leçons apprises, projet HELP*; Groupe URD/USAID.

Gnanguenon A. ; 2013 ; la gouvernance des espaces frontaliers du Pars W-Benon à l'épreuve des défis sécuritaires et des fragilités sociopolitiques, Rapports techniques, AFD ; 44 p.

Gorur A ; 2016 ; Defining the boundaries of UN Stabilization Missions, Stymson center.

Gouvernement fédéral (Allemagne), *Prévenir les crises, résoudre les conflits, construire la paix*, 2021.

Goxho D. ; 2023 ; Donors dilemmas in the Sahel : how the EU can better support civil society in Mali and Niger ; Egmont Intitute ; www.egmontinstitute.be/core/africa/

Gouvernement fédéral allemand. 2017. Directives du gouvernement fédéral allemand sur la prévention des crises, la résolution des conflits et la consolidation de la paix. <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/1214246/057f794cd3593763ea5568972574fd/preventing-crises-data.pdf>

Groupe Danois de Déminage, *Évaluation des risques sécuritaires aux frontières. Région du Liptako-Gourma : Mali, Burkina et Niger*, DDG, 2014, 40 p.

Groupe URD, 2012, Évaluation du projet LRRD au Tchad ; <https://www.urd.org/fr/projet/evaluation-a-mi->

[parcours-du-projet-lrrd-au-sud-du-tchad/](#)

Grünewald F., 2018 ; *L'état du système humanitaire 2018. Étude de cas : Mali*, ALNAP Paper, Groupe URD, ALNAP, ODI, Londres, 42 p.

Grünewald F. 2023-a ; *Development as a security challenge in Sahel*, Document préparé pour le POTC Ljubiana conférence "Connaissance de la région du Sahel, perspective de paix et de sécurité" ; Groupe URD.

Grünewald F. 2023-b, *Entre aridité et radicalisme. Le pastoralisme au Sahel à la croisée des chemins*, note de recherche, Fondation pour les études et recherches sur le développement international, Groupe URD, février 2023. Présenté le 15 Mai à la Conférence " pastoralisme " , FERDI.

Guardian ; 2022 ; <https://www.theguardian.com/world/2022/may/04/russian-mercenaries-wagner-group-linked-to-civilian-massacres-in-mali>

Guichaoua Y, Bourhel F., 2023, Interactions entre civils et djihadistes au Mali et au Niger, Université du Kent, <https://kar.kent.ac.uk/100623/>

G5 Sahel, *Extrémisme Violent dans l'Espace du l'Extrémisme Violent dans l'Espace du G5 Sahel*, 2020.

Herodote, 2019 ; Géopolitique du Sahel et du Sahara, revue de géographie et de politique, N°172, *Ed La Découverte*, Paris.

Hiernaux P., 1996, *La crise du pastoralisme sahélien : Écologique ou économique ?* Série 39 du Réseau de développement pastoral, s.d., 18 p.

ICG, 2017, Border Niger-Mali : Border Niger-Mali : Subordinating military action to a political strategy ; Africa Report, N°261.

ICG, 2023 ; Containing Militancy in West Africa's Park W, Rapport Afrique N°310 | 26 janvier 2023 ;

<https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso-niger-benin/310-containing-militancy-west-africas-park-w>

ICG, août 2023, *Garder les djihadistes hors du nord de la Côte d'Ivoire*, International Crisis Group, Briefing N°192.

ICG ; 2019 ; L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste ; Briefing 149 / Afrique 20 décembre 2019 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/cote-divoire-benin-burkina-faso/lafrrique-de-louest-face-au-risque-de-contagion>

IRRC ; 2022 ; Le Sahel : numéro spécial sur le Sahel de la *Revue internationale de la Croix-Rouge* ; CICR, Genève.

Laessing, Ulf. 2023. Niger Wird Die Folgen Des Minusma-Abzugs Spüren". Tableau de l'Afrique.

<https://table.media/africa/standpunkt/niger-wird-die-folgen-des-minusma-abzugs-spueren>

Li, Melissa. 2023. Être prêt quand il le faut : La politique allemande au Mali". Global Pulic Policy Institute.

<https://gpipi.net/2023/05/30/be-ready-when-it-counts-germanys-mali-policy>

McCulloch A. ; Sandor A. ; 2023 ; Briefing : Comment une mutinerie est devenue un (autre) coup d'État : The politics of counterinsurgency and international military partnerships in Niger, *African Affairs*, Volume 122, Issue 489, October 2023, Pages 587-601, <https://doi.org/10.1093/afraf/adad034>

MEAE, 2018 ; *Prévention Résilience et Paix Durable*.

MEAE, *Stratégie Humanitaire De La République Française 2018-2022*, 2018.

MEAE, *Évaluation d'une grappe de projets dans le champ de la sécurité, de la gouvernance et de la stabilisation*, 2020.

Ministère des Armées, *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, 2013.

Ministère fédéral allemand des affaires étrangères. 2022. Façonner la stabilisation. Concept de politique étrangère et de sécurité pour une action intégrée en faveur de la paix". <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2586726/4810ccbbc8aa4d2140817311f68afe74/aussen--und-sicherheitspolitisches-konzept-fuer-ein-integriertes-friedensengagement-data.pdf>

Ministère fédéral allemand de la défense. 2023. Bundesregierung Richtet Sahel-Politik Neu Aus".

<https://www.bmvg.de/de/presse/bundesregierung-richtet-sahel-politik-neu-aus-5618936>

Montanaro L. ; 2022 ; Insecurity in Sahel : rethinking Europe's response ; Friedrich Ebert Stiftung, Bohn.

Muggah R. ; 2014 ; Conflict security and development, *Context matters : interim stabilisation and second generation approaches to security promotion*.

Niger, 2020, *Stratégie Nationale De Prévention De La Radicalisation Et De L'extrémisme Violent*.

NY PNUD-a, 2021 ; *Évaluation du soutien du PNUD aux pays touchés par les conflits*, New-York.

OCDE, 2019, conflits liés aux conflits sur les ressources et terrorisme, deux facettes de l'insécurité, cahiers de l'Afrique de l'Ouest, [Conflits liés aux ressources et terrorismes | READ online](#)

ONU, 2013 ; résolution instituant la MINSMA.

ONU ; 2018 ; Plan de soutien de l'ONU au Sahel : travailler ensemble pour un Sahel prospère et pacifique ; UNHQ

OTAN, 2023 ; Norme OTAN, AJP-3.28 ; doctrine interarmées alliée pour la contribution militaire à la stabilisation, Bureau des normes de l'OTAN (NSO), Bruxelles.

Otukoya T. ; 2024 ; Applying securitization theory in armed conflict International Journal of Science and Research Archive, 2024, 11(01), 1756-1767.

Panthou G., Vischel T. Lebel T., 2014. Tendances récentes du régime des pluies extrêmes au Sahel central. Int. J. Climatol, 34 (15) : 3998-4006. DOI : 10.1002/joc.3984.

Pellerin M., 2021 ; Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; Réseau Billital Maroobé.

Pellerin M. ; 2022 ; Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens ? Notes de l'Ifri, février 2022.

Penu, D. A. K. et Paalo, S. A. (2021). Institutions et conflits pastoraux en Afrique : A conceptual framework. *Journal of Peacebuilding & Development*, 16(2), 224-241.

PNUD-b ; 2021 ; Mécanisme de Stabilisation dans la région du Liptako-Gourma : la stabilisation accélérée et à grande échelle comme fondation de la sécurité humaine, de la paix et de développement, Dakar.

Rana R. ; 2004 ; Défis contemporains dans les relations civilo-militaires ; Complémentarité ou incompatibilité ? RICR ; Vol.86 N°855 565.

Reder, Philipp, Sven Schneider et Robin Schroeder. 2017. Stabilisierung in Akuten Krisen : Strategisch, Eigenständig Und Komplementär". PeaceLab Blog, <https://peacelab.blog/2017/02/stabilisierung-in-akuten-krisen-strategisch-eigenstaendig-und-komplementaer>

Ricard M ; 2022 ; Mali Kura, Mali Fango : la trajectoire politique du Mali sous domination militaire, IRSEM, Paris.

Rouper B. ; 2014 ; La gestion des espaces transfrontaliers au Sahel : entre espaces de vie et zone grise ; GRIP ; Bruxelles.

Saferworld ; 2022 ; *Stabilisation et paix au Sahel : comment l'UE peut mieux soutenir la société civile*, Saillard L et al, 2022, Évaluation d'une grappe de projet dans la région de Ménaka, Red Agency, Paris.

Samaan JL ; 2021 ; Gulf Countries and the Stabilization Efforts in, the Sahel, AGDA Insight, Middle East Institute, National University of Singapore.

Sandor A. *Insécurité, effondrement de la confiance sociale et gouvernance des acteurs armés dans le centre et le nord du Mali*, Un rapport du projet Stabiliser le Mali, Centre Franco Paix en résolution des conflits et missions de paix, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal, 2017, 36 p.

Sangaré (Boukary), *Le Centre du Mali : épice de djihadisme ?* Note d'Analyse du GRIP, Bruxelles, 20 mai 2016.

Sangaré (Boukary), *Conflit au Nord du Mali et dynamiques sociales chez les Peuls du Hayré*, Mémoire de Master II, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département de Sociologie, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, 2013, 142 p.

Schnabel, Simone, et Antonia Witt. 2022. La cohérence des politiques pour la paix dans l'action du gouvernement allemand : Lessons from Mali and Niger". <https://beirat-zivile-krisenpraevention.org/en/publication/policy-coherence-for-peace-in-german-governments-actions/>

Senat ; 2023, *Quelle stratégie française dans le golfe de Guinée ?*, Rapport d'information n° 383 (2022-2023), déposé le 1er mars 2023, https://www.senat.fr/rap/r22-383/r22-383_mono.html

Small arms Survey, 2021 ; *L'atlas des armes : Une cartographie des flux illicites d'armes légères en Afrique*, Tobie (Aurélien), *Le Centre Mali : Violences et instrumentalisation croisées*, SIPRI Insights on Peace and Security N° 2017/5, SIPRI, Stockholm, 2017, 18 p.

Stabilisation Unit (Royaume Uni), *The UK Government's Approach to Stabilisation - a guide for policy makers and practitioners*, 2019

Steinke A.. 2021 ; 'Triple Nexus in Mali : Coordination, sécurisation et lignes floues". Berlin : Centre for Humanitarian Action.

Steinke, Andrea. 2020. L'Allemagne et le Mali après le retrait des troupes - une chance pour une action humanitaire guidée par des principes ? Berlin : Centre for Humanitarian Action. <https://www.chaberlin.org/en/blog/germany-and-mali-after-a-troop-withdrawal-a-chance-for-principle-guided-humanitarian-action/>

Südhoff, Ralf, Sonja Hövelmann et Andrea Steinke. 2020. Le triple Nexus en pratique : Défis et Options pour les organisations à mandats multiples". Berlin : Centre for Humanitarian Action

Südhoff, Ralf. 2020. L'Allemagne : Un acteur mondial sans stratégie". Berlin : Centre for Humanitarian Action. <https://www.chaberlin.org/en/blog/germany-global-player-without-strategy/>

Thurston A. ; 2022 ; An alternative approach to US Sahel Policy, Quincy Brief N°32, Quincy Institute for responsible Statecraft.

Tobie A ; Sangaré B ; 2019, Impacts des groupes armés sur les populations au Nord et au centre du Mali, adaptation souhaitable des stratégies de rétablissement de la paix ; SIPR, Stockholm.

Tounsi-Guérin (Ibtissem), 2010 " Espace et SIG, une application au Gourma Malien ", *L'Information géographique*, Vol. 74, , Armand Colin, pp. 53-63.

Van Dijk (Han), "Livestock transfers and social security in Fulbe society in the Hayre, central Mali", *Focaal*, n° 22/23, Africa Studies Centre, Leiden (Pays-Bas), 1994, pp. 97-112.

Van Dijk (Han), "Farming and herding after the drought : Fulbe agro-pastoralists in dryland central Mali", *Nomadic Peoples* 36/37, Africa Studies Centre, Leiden (Pays-Bas), 1995, 10 p.

Vincent P., 2019, *Projet 3 Frontières : Synthèse de l'étude de situation de la zone en matière de conflits*, CIEDEL/DELTA C, 13 p.

Vircoulon T, Tournier V ; 2015, Sécurité dans le golfe de Guinée : un combat régional Politique étrangère, vol. 80, n° 3, automne 2015.

UE ; *Concept sur le renforcement des capacités de médiation et de dialogue de l'UE*, 2009.

UK, 2014, *Stabilisation Unit, Monitoring and Evaluation of conflict and stabilisation interventions*.

UK ; 2019 ; L'approche du gouvernement britannique en matière de stabilisation : A guide for policy-makers and practitioners ; FCDO ; <https://www.gov.uk/government/publications/the-uk-governments-approach-to-stabilisation-a-guide-for-policy-makers-and-practitioners>

UNICEF, juin 2023, Impact de la crise du Sahel central, UNICEF Côte d'Ivoire, Rapport de situation humanitaire N°2,

UNODC, 2023, Global Cocaine report, local dynamics, global challenges , USA ; 2020 ; *US-Strategy-To-Prevent-Conflict-and-Promote-Stability*.

Vircoulon T, Tournier V ; 2015, *Sécurité dans le golfe de Guinée : un combat régional Politique étrangère*, vol. 80, n° 3, automne 2015.

Wehrey, 2019, Contrôler et contenir : Les religieux mauritaniens et la stratégie contre l'extrémisme violent.

Zanoletti G., 2020, *Sahel : Pourquoi prendre les armes*, AFD.

Annexe N°4 : Aide humanitaire au Sahel

Le tableau ci-dessous donne un aperçu par pays de la réponse humanitaire et des principaux défis à relever.

Pays	Besoins humanitaires et capacité de réaction	Observations
Mali	<p>La situation humanitaire au Mali reste préoccupante en raison de la persistance de la crise multidimensionnelle qui affecte particulièrement le nord, le centre et l'ouest du pays. Le contexte humanitaire est marqué par la détérioration de l'environnement sécuritaire et l'extension du conflit au sud du Mali. Les groupes armés ont intensifié leurs activités, avec des impacts négatifs sur les civils et l'espace humanitaire. L'insécurité persistante provoque d'importants mouvements de population, augmentant les besoins humanitaires dans tous les secteurs : plus de 422 000 personnes ont été déplacées, principalement des enfants et des femmes, et 175 000 réfugiés maliens ont été identifiés dans les pays voisins. Le Mali, comme tous les pays du Sahel, reste exposé aux effets du changement climatique. L'insécurité alimentaire et la malnutrition continuent d'affecter des millions de personnes. Le cadre harmonisé de novembre 2022 prévoit que 1 246 406 personnes auront besoin d'une aide alimentaire immédiate pendant la période de soudure, de juin à août 2023. On estime que près de 1,5 million d'enfants de moins de cinq ans ont souffert de malnutrition aiguë entre juin 2022 et mai 2023, soit 19 % de plus qu'en 2021. Le cluster Éducation rapporte qu'en raison de l'insécurité chronique, 1 766 écoles sont fermées, dont 53% dans la région de Mopti. Cette situation affecte plus de 529 000 enfants dans les régions du nord et du centre, et plus récemment dans le sud (Sikasso et Kayes). Le nombre de personnes dans le besoin est passé de 7,5 millions en janvier 2022 à 8,8 millions en janvier 2023, soit une augmentation de 17% entre 2022 et 2023, illustrant l'aggravation des besoins humanitaires. Face à l'aggravation de la crise multiforme et à l'augmentation continue des besoins, l'environnement humanitaire est caractérisé par un grand nombre d'organisations : 188 organisations humanitaires opèrent au Mali ((Mopti (87), Tombouctou (56), Gao (58), Ségou (64)). La communauté humanitaire est constituée d'un vaste réseau d'organisations internationales, nationales et régionales, dont les missions sont diverses et les domaines d'intervention multiples. Les organisations humanitaires comprennent 12 agences des Nations unies, 86 ONG internationales, 75 ONG nationales, 11 directions nationales et régionales et 4 membres du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.</p>	<p>Le travail humanitaire au Mali n'est pas particulièrement ciblé selon l'UNDSS et l'INSO. Cependant, l'aide est confrontée à des contraintes d'accès avec un espace humanitaire qui se rétrécit en raison de la détérioration de l'environnement sécuritaire. Les restrictions d'accès en 2022 étaient principalement liées aux opérations militaires et aux hostilités entre acteurs armés, à la présence d'engins explosifs (y compris des engins explosifs improvisés), à l'environnement physique, au manque d'infrastructures, et enfin à la violence à l'encontre du personnel et des activités humanitaires. Selon l'UNOCHA, le risque que les acteurs humanitaires deviennent des victimes collatérales des affrontements armés est de plus en plus élevé. La violence à l'encontre des humanitaires est principalement de nature criminelle, sans ciblage spécifique de l'action humanitaire. Au total, quatre-vingt-dix-neuf (99) incidents contre le personnel humanitaire, dont cinq meurtres, ont été enregistrés en 2022. Il s'agit d'actes criminels, de braquages, de cambriolages, de détentions temporaires et d'enlèvements. Le manque d'application de la loi semble être la raison principale plutôt que le ciblage direct en raison de la confusion entre la sécurité/stabilisation et l'action humanitaire. Les réunions stratégiques et décisionnelles de la CMCoord et le groupe de travail accès constituent l'épine dorsale des efforts de la communauté humanitaire pour coordonner la recherche de solutions aux différents problèmes liés à la pluralité des acteurs, à la coexistence des activités humanitaires, de développement et de stabilisation, ainsi qu'aux défis de l'accès humanitaire au Mali. Sur le terrain, les unités CMCoord et Accès humanitaire contribuent à faciliter le dialogue humanitaire-militaire.</p>

Burkina Faso

Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde, classé 184 / 187 selon l'indice de développement humain du PNUD. Déjà confronté à des chocs récurrents tels que les conflits et les catastrophes naturelles, aggravés par l'impact du changement climatique, le Burkina Faso connaît une crise humanitaire profonde, exacerbée par l'insécurité. Avec plus de 1,7 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) enregistrées en septembre 2022, la détérioration de la situation sécuritaire touche l'ensemble des 13 régions du pays. La gravité des besoins humanitaires a augmenté à la fois en termes d'échelle et d'ampleur en 2023. Les déplacés internes sont présents dans 288 des 351 communes du pays (82%). 219 communes (62%) sont exposées en raison de graves menaces pour la sécurité, contre 172 en 2022. En 2023, environ 4,65 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire, soit une personne sur cinq dans le pays. Le taux de chômage, tel que défini par le Bureau international du travail (BIT), est estimé à 7,1 % de la population active âgée de 15 ans et plus. Cette situation est encore plus préoccupante dans les zones confrontées à des défis sécuritaires majeurs : dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel, près de trois jeunes de 15 à 24 ans sur cinq sont hors du système éducatif et sans emploi, et jusqu'à huit sur dix dans le district du Sahel. La crise sécuritaire entraîne une réduction continue de l'accès humanitaire. Les affrontements entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les groupes armés, les incursions d'individus armés et l'établissement de zones d'intérêt militaire ont un impact considérable sur l'accès humanitaire aux populations et leur accès aux services de base. Cette situation entraîne une augmentation du nombre de déplacés internes et l'enclavement de nouvelles localités dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et de la Boucle du Mouhoun. En conséquence, les populations se déplacent à la fois à l'intérieur du pays mais aussi vers des zones non accessibles aux travailleurs humanitaires. L'augmentation des violences et des braquages des acteurs armés à l'encontre des travailleurs humanitaires limite les déplacements de ces derniers.

Les acteurs de l'aide sont présents dans tout le Burkina Faso, y compris dans les régions/districts "difficiles d'accès" comme le Nord, le Centre-Nord et le Sahel. Sous la direction d'un coordinateur humanitaire et le rôle de facilitation de l'UNOCHA, l'action humanitaire est relativement bien coordonnée aux niveaux national et régional. Les autorités nationales disposent de leur propre plan d'action et de leur propre forum de coordination et jouent un rôle crucial malgré des ressources et des capacités limitées. Les acteurs étatiques étant particulièrement visés par les groupes armés extrémistes, les acteurs humanitaires gardent une distance de sécurité avec les autorités nationales. Le dialogue civil-militaire se déroule sous la facilitation des officiers du CM-Coord de l'UNOCHA. La mauvaise perception des humanitaires par les militaires et les groupes armés indique un manque de compréhension ou de conscience de l'action humanitaire et de ses principes. Les différents changements de régime en 2022 (24 janvier et 30 septembre) ont eu un impact immédiat sur les activités humanitaires. Ces changements, suivis du renouvellement des autorités civiles et militaires, ont favorisé le remplacement d'acteurs étatiques clés, notamment dans le cadre de la coordination civilo-militaire, cadre indispensable au dialogue entre acteurs humanitaires et militaires dans de tels contextes. L'arrivée des nouvelles autorités s'est accompagnée de mesures qui ont souvent un impact direct sur l'accès. Par exemple, le fait que des escortes armées aient été imposées par décret en août 2022 est un défi pour les humanitaires. Le dialogue avec les autorités sur les principes humanitaires doit se poursuivre.

Niger

Malgré les progrès récents dans le renforcement des forces militaires et de sécurité intérieure, ainsi que dans l'application de la loi, le Niger continue d'être affecté par l'insécurité et la violence persistante perpétrée contre les civils par des groupes armés non étatiques, en particulier dans les zones frontalières. Les problèmes les plus graves se situent dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, aux frontières avec le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria. De plus, les conflits inter et intra-communautaires n'ont cessé de croître. Déjà sources de tensions et de violences entre éleveurs et agriculteurs, les questions foncières et d'accès aux ressources naturelles et hydriques, ainsi que la transhumance, sont exacerbées par la présence et les incursions régulières de groupes armés non étatiques. De graves violations des droits de l'homme sont commises, telles que des enlèvements, des meurtres, des vols de bétail, des extorsions et l'utilisation d'engins explosifs improvisés. Les risques climatiques, tels que les sécheresses et les inondations, sont fréquents. En moyenne, 4 millions de personnes sont touchées par la sécheresse chaque année, en particulier dans les régions situées le long des frontières septentrionales. La capacité d'adaptation des ménages vulnérables est fortement limitée par la pauvreté et la fragilité dues à la dégradation des sols et à la désertification. 4 millions de personnes sur une population de 26 millions sont éligibles à l'aide humanitaire. Le Niger accueille 250 000 réfugiés et compte 370 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Les acteurs humanitaires sont présents dans tout le pays et mènent des opérations dans de nombreux secteurs. Cependant, l'insécurité, l'état des routes et les conflits armés rendent plus difficile l'accès des travailleurs humanitaires aux personnes dans le besoin et l'accès de ces dernières aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire. Les affrontements armés entre les forces de défense et de sécurité et les groupes armés non étatiques, la présence d'engins explosifs improvisés (EEI) et la criminalité opportuniste contre les travailleurs humanitaires et leurs biens ont rendu les déplacements des organisations humanitaires plus dangereux. En conséquence, le gouvernement nigérien a imposé des mesures restrictives, liées à l'état d'urgence, dans des districts tels que Diffa, Tahoua et Tillabéri. Ces mesures comprennent des restrictions temporaires sur les déplacements à moto et la fermeture de stations-service et d'agences de transfert d'argent. Le fait que certains partenaires s'appuient sur des escortes armées pour se rendre dans certaines zones, comme le recommandent fortement certaines autorités locales, a donné lieu à des discussions entre les acteurs humanitaires et les autorités de l'État, et à la nécessité de clarifier l'approche. Des initiatives de stabilisation et des actions humanitaires ont lieu dans des districts tels que Diffa et Tillabéri.

Mauritanie

Il n'y a pas de crise humanitaire majeure en cours en Mauritanie. Cependant, le pays a connu une fragilité accrue en 2022, résultant du défi à multiples facettes des chocs liés au changement climatique, des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 et de la crise actuelle en Ukraine en conjonction avec la poursuite du conflit au Mali. Ces facteurs ont eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle des Mauritaniens vulnérables et des réfugiés maliens résidant dans le pays. En tant que pays qui importe environ 70 % de sa nourriture, la sécurité alimentaire de la Mauritanie est particulièrement vulnérable aux chocs économiques mondiaux, tels que les hausses de prix et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Cette situation est exacerbée par le fait que les agriculteurs dépendent de l'agriculture pluviale alors que les sécheresses sont de plus en plus fréquentes. Le système éducatif fragmenté contribue à une faible rétention scolaire et à des taux de chômage élevés chez les jeunes. La présence continue de réfugiés dans les camps de M'bera, dans un écosystème aussi fragile, met à rude épreuve la cohabitation pacifique avec les communautés locales. 110 000 réfugiés maliens ont franchi la frontière à ce jour. Ce nombre a doublé au cours des deux dernières années.

Dans ce contexte, les agences d'aide se concentrent principalement sur les priorités de développement. Elles travaillent en étroite collaboration avec les autorités mauritaniennes et soutiennent les stratégies nationales de développement. La nécessité pour les acteurs humanitaires de maintenir une distance de sécurité avec les autorités nationales et régionales n'est pas ressentie à ce stade. Il serait utile d'étudier plus avant la situation sur le terrain dans les régions touchées par le conflit au Mali et la présence de membres de groupes armés non étatiques. Il n'existe pas de forum dédié à l'interaction civilo-militaire, qui permettrait un dialogue entre les acteurs de la stabilisation et les acteurs humanitaires.

Sénégal

Malgré une forte croissance économique et une stabilité démocratique, le Sénégal fait partie des pays les moins développés du monde (162^e rang sur 187 pays). 39% de la population est pauvre selon la Banque Mondiale. Selon l'UNICEF et le PAM, les taux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sont élevés dans le nord, le sud et l'est du pays. Le secteur agricole est dominé par l'agriculture de subsistance et souffre d'un accès limité aux intrants, à la technologie et au crédit. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont étroitement liées à la gestion non durable des ressources et au changement climatique. Les ressources naturelles sont menacées par la dégradation des sols causée par le surpâturage, les feux de brousse, la croissance démographique, la pauvreté, les mesures dissuasives liées au régime foncier et la mauvaise planification de l'utilisation des sols. La dégradation des sols et la grande pauvreté dans les zones rurales sont étroitement liées, en particulier dans les zones agricoles et pastorales. L'insécurité alimentaire, le chômage et le manque d'opportunités d'emploi et d'entreprise dans l'agriculture favorisent les migrations, qui ont conduit à une urbanisation rapide et à l'émigration. Tous ces facteurs, associés à la hausse des prix des denrées alimentaires, ont exacerbé l'insécurité alimentaire dans les zones rurales et dans certains quartiers urbains.

Le Sénégal n'a pas connu d'incidents majeurs en matière de sécurité, mais il est confronté à la menace du terrorisme et de la radicalisation due à l'extrémisme violent dans les pays voisins (Mauritanie et Burkina Faso), ainsi qu'au mécontentement populaire causé par le chômage, la pauvreté et la corruption.

Dans ce contexte, les acteurs de l'aide travaillent en étroite collaboration avec les autorités du pays. Le développement est la priorité. L'aide humanitaire est limitée dans sa portée, sa durée et sa couverture géographique. Malgré l'absence d'interaction conflictuelle signalée entre les acteurs de la stabilisation et les acteurs humanitaires, un dialogue structuré pourrait s'avérer utile à titre préventif, au cas où la situation se détériorerait.

La Côte d'Ivoire et les pays du Golfe de Guinée sont de plus en plus impactés par les conflits en cours au Sahel. La persistance de l'insécurité dans les pays voisins a entraîné un afflux de réfugiés, principalement en provenance du Burkina Faso. Cette situation exerce une pression supplémentaire sur les services sociaux de base, déjà insuffisants dans ces deux régions⁸¹. Pour faire face à cet afflux de personnes, le Conseil national de sécurité (CNS) est responsable de la coordination au niveau national, et les *préfets (gouverneurs de district)* sont responsables au niveau régional. Les gouvernements des pays concernés ont mis en place des sites de relocalisation pour accueillir les réfugiés/demandeurs d'asile. La situation humanitaire est régulièrement évaluée selon une double approche "réfugiés/populations hôtes" afin de déterminer si les besoins humanitaires des populations touchées et des populations locales/hôtes sont satisfaits.

Selon le dernier rapport de l'ICG⁸², la Côte d'Ivoire a jusqu'à présent bien réagi à la menace des groupes djihadistes qui progressent vers le sud depuis le Sahel jusqu'au Golfe de Guinée⁸³. Le soutien au renseignement régional et la coopération militaire avec le Burkina Faso ont donné des résultats positifs. Le développement socio-économique significatif et les investissements dans la région depuis la fin de la guerre civile ont soutenu l'économie locale. Les jeunes font l'objet d'une attention particulière dans cette région sensible (60 % de la population a moins de 25 ans). Les organisations humanitaires sont présentes dans le nord de la Côte d'Ivoire et aux frontières septentrionales du Golfe de Guinée pour fournir une assistance aux communautés d'accueil, en soutien à la réponse de l'État. Malgré la présence d'acteurs humanitaires et d'acteurs de la stabilisation et de la sécurité, il ne semble pas y avoir de dialogue structuré.

⁸¹ UNICEF, juin 2023, *Impact de la crise du Sahel central, UNICEF Côte d'Ivoire, Rapport de situation humanitaire N°2*.

⁸² ICG, août 2023, *Garder les djihadistes hors du nord de la Côte d'Ivoire, International Crisis Group, Briefing N°192*.⁸³ GRANIT, 31st juillet 2022, *Outil multidimensionnel de surveillance et d'alerte précoce pour le Golfe de Guinée*.

Annexe N°5 : Initiatives nationales de stabilisation

Acteurs	Description
la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP), récemment démantelée	La HACP a joué un rôle crucial dans la mise en œuvre des différents processus de paix au Niger depuis 1995. Directement placée sous la Présidence, la HACP a été chargée d'engager des initiatives visant à consolider la paix et à renforcer l'unité nationale. Elle a participé à la prévention des crises et conflits locaux et soutenu les dialogues de réconciliation. Elle a conseillé l'État et ses partenaires sur toutes les mesures visant à améliorer la cohésion sociale au Niger. Elle a reçu des ressources importantes de la communauté internationale pour mettre en œuvre des projets orientés vers la paix et des initiatives de stabilisation. Après le coup d'État, le gouvernement nigérien a démantelé le HACP en raison de son "manque de responsabilité"
Groupement de forces multinationales interarmées (GFIM).	Créée en 1994, et largement laissée à l'abandon pendant des années, la MNJTF est déployée dans la zone de Boko Haram et opère sous l'égide de la Commission du bassin du lac Tchad. Sa mission actuelle de lutte contre Boko Haram a été fermement affirmée lors du sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la CBLT et du Bénin à Niamey (Niger) (7 octobre 2014). Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a formellement entériné sa création le 25 novembre 2014. Son mandat est d'assurer un environnement sûr et sécurisé en combattant Boko Haram pour stabiliser les zones où le mouvement est présent et réduire les violences contre les civils. Elle vise à faciliter la mise en œuvre de programmes globaux de stabilisation dans les régions touchées par les États membres de la LCBC et le Bénin. Ses objectifs sont les suivants : rétablir pleinement l'autorité de l'État et permettre aux personnes déplacées et aux réfugiés de rentrer chez eux ; faciliter, dans les limites de ses capacités, les opérations humanitaires et l'acheminement de l'aide aux populations touchées.
Autorité du Liptako-Gourma (AGL)	Créée en 1970, l'Autorité de développement intégré du Liptako-Gourma est une organisation de développement qui regroupe le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Avec la dégradation depuis 2012 de la situation sécuritaire dans le Liptako-Gourma, considéré comme l'épicentre de la crise sécuritaire au Sahel, la Conférence des Chefs d'État de l'AGL en 2017 a officialisé l'implication de l'AGL dans le continuum "Sécurité et Développement" et dans les activités de stabilisation. L'Autorité du Liptako Gourma a reçu un nouveau soutien après les Coups d'État dans les 3 pays concernés, et bénéficie désormais d'une plus grande visibilité politique.
Secrétariat permanent du cadre politique de gestion de la crise du Centre	Le Secrétariat est chargé de la mise en œuvre de la "Stratégie de stabilisation des régions centrales 2022-2024". Cette stratégie s'appuie sur l'opération militaire malienne lancée en 2020 pour protéger les habitants et restaurer l'autorité de l'État, le plan de retour de l'administration de mars 2021 et le plan de réponse humanitaire du gouvernement 2022. Objectif : "faire du Centre une zone stable et prospère où les communautés sont réconciliées". La Stratégie Nationale de Stabilisation des Régions du Centre repose sur les activités suivantes : la restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale ; l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la justice ; la gestion des questions humanitaires et la relance économique ; la communication et la coordination des interventions des partenaires.

<p>G5 Sahel - récemment devenu G2 Sahel</p>	<p>Créé en février 2014, le G5 Sahel est composé de la Mauritanie, du Mali, du Niger, du Burkina Faso et du Tchad. Cette organisation régionale vise à coordonner les politiques de développement et de sécurité de ces cinq pays. La lutte contre les groupes djihadistes dans ces États est l'une de ses priorités. Depuis son lancement, la France milite pour une montée en puissance de l'organisation afin que les gouvernements des pays membres puissent prendre le relais de Paris dans la lutte contre le terrorisme. Lancée en juillet 2017, une force conjointe de ces cinq pays soutient les armées nationales. L'une des caractéristiques du G5 Sahel est qu'il s'articule autour de deux composantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une composante militaire, la Force du G5 Sahel, dont les principaux domaines d'engagement sont définis dans les zones transfrontalières (Mali-Mauritanie, la zone des 3 frontières dans le Lipatko Gourma et la frontière entre le Niger et le Tchad au nord de la zone sous la responsabilité de la Force multinationale du lac Tchad) ; • Une composante civile largement organisée autour d'un <i>Programme de Développement d'Urgence</i> (PDU), qui présente de nombreuses caractéristiques d'un programme de stabilisation. <p>Le Mali, le Burkina et récemment le Niger ont quitté le G5 qui est devenu le G2 Sahel avec seulement la Mauritanie et le Tchad.</p>
<p>CEDEAO</p>	<p>La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est une organisation régionale qui regroupe quinze États. Créée en 1975, avec une vocation économique à l'origine, elle a progressivement élargi ses missions à la diplomatie, au maintien de la paix et à la régulation du trafic d'armes. Fin novembre 2022, l'institution a imposé une série de sanctions économiques à l'encontre du Mali. La CEDEAO ensuite a dénoncé "les incertitudes politiques accrues" entraînant "la détérioration de la situation au Mali et au Burkina Faso, compromettant la paix et la stabilité de la région". Le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont quitté la CEDEAO après la création de la SEA.</p>
<p>AES (Alliance des États du Sahel)</p>	<p>Dans le cadre de leur retrait progressif de la plupart des initiatives locales de stabilisation, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont créé l'Alliance des États du Sahel (AES).</p>

Annexe N°6 : Acteurs bilatéraux

Acteurs	Description
France	<p>Au sein du ministère français de l'Europe et des Affaires internationales, les activités de stabilisation visent à <i>restaurer l'autorité de l'État et à (re)mettre en place les services de base</i>. Les institutions impliquées dans cette stratégie sont le Centre de Crise et de Soutien (CDCS), le Ministère des Armées et l'Agence Française de Développement (AFD). Au fil des années, ces institutions ont appris à travailler ensemble. Le financement des opérations au Mali a pris fin lorsque les autorités maliennes ont ordonné l'arrêt de toutes les opérations financées par la France. Pour les forces armées françaises, la doctrine interarmées française de stabilisation (DIA-3.4.5) s'inspire de la publication administrative interalliée (AAP) 47(A) intitulée <i>Allied Joint Doctrine Development</i> de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Elle s'appuie sur les enseignements tirés (RETEX) des expériences de l'armée française en ex-Yougoslavie, en Côte d'Ivoire, en Haïti et en Afghanistan. Ce document doctrinal vise à assurer l'inclusion de la composante militaire dans les processus de gestion de crise visant à rétablir les conditions minimales de viabilité d'un État (ou d'une région), en mettant fin à la violence comme moyen de contestation et en jetant les bases d'un retour à la vie normale par le lancement d'un processus de reconstruction civile. Elle souligne que les autorités locales et la population doivent être les principaux bénéficiaires de la stabilisation. Cette doctrine souligne que "stabiliser" un système, c'est en rétablir l'équilibre, la fermeté et la pérennité. La France a opté pour une approche "3D" (Diplomatie, Défense, Développement) qui a impliqué le guichet de financement Minka de l'AFD et sa composante Expertise France, la Cellule de stabilisation du Centre de crise et de soutien et l'armée française. Il a financé différents types de projets axés sur le rétablissement des services de base, le retour des institutions étatiques et, avec un financement de l'UE, la réforme du secteur de la sécurité. Comme beaucoup d'autres pays, la France a nommé des "ambassadeurs spéciaux pour le Sahel" qui ont joué le rôle d'envoyés spéciaux du président français.</p> <p>Pourtant, la réalité des efforts de stabilisation de la France est un ensemble d'interventions qui n'ont donné que peu de résultats. Le 1er août 2014, l'opération Barkhane a remplacé l'opération Serval, lancée en janvier 2013. La justification et l'objectif initiaux de l'intervention française au Mali étaient d'arrêter la progression des groupes djihadistes se dirigeant vers la capitale du Mali, Bamako. L'objectif de Barkhane était, selon le ministère français des Armées, de "soutenir les forces armées des pays du G5 Sahel, de renforcer la coordination entre les forces militaires et les organisations internationales, et d'empêcher la reconstitution de zones refuges pour les terroristes dans la région". En novembre 2022, la France a annoncé "la fin de l'opération Barkhane" et la "réorganisation" de la présence militaire française dans la région. Depuis lors, toutes les bases militaires ont été fermées dans le nord du Mali. L'approche stratégique des forces françaises pour répondre à la menace de l'extrémisme violent au Sahel a dû être adaptée à la capacité et aux plans de réponse des armées nationales. Au Niger, les forces françaises ont soutenu, et non dirigé, les opérations menées par les forces nigériennes. Entre février 2022 et août 2023 (je vous laisse vérifier) les forces armées françaises ont dû quitter le Mali, le Niger et le Burkina Faso, ce qui représente un coup dur pour la politique de stabilisation française. En conséquence, la France a considérablement réduit son aide au développement, laissant autant que possible l'aide humanitaire intacte.</p>

États-Unis	<p>Depuis 2012, les pays du Sahel ont reçu une aide sécuritaire importante des États-Unis dans le cadre du Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme (TSCTP), un instrument politique créé en 2005 pour aider les pays partenaires d'Afrique de l'Ouest et du Nord à faire face aux menaces terroristes intérieures. Par le biais du TSCTP, la politique étrangère des États-Unis au Sahel était censée adopter une approche holistique des défis politiques, de développement, socio-économiques et de gouvernance. Mais comme pour de nombreux pays, l'engagement des États-Unis dans le Sahel a été trop militariste, se concentrant largement sur l'assistance à la sécurité et le soutien institutionnel à la guerre intérieure dans la région. Les guerres contre le terrorisme soutenues par les États-Unis dans la région n'ont pas atteint les résultats escomptés et ont parfois contribué à aggraver les pertes civiles, les violations des droits de l'homme et la corruption. Cela a conduit à une révision récente de la stratégie de stabilisation des États-Unis, avec un soutien accru aux processus politiques inclusifs visant à résoudre les conflits violents en cours, en mettant l'accent sur la participation significative des jeunes, des femmes, des membres des communautés religieuses et des groupes marginalisés ; sur le respect des droits de l'homme et sur la durabilité de l'environnement. La situation au Niger s'est avérée compliquée et, après avoir tenté de rester engagées, les forces américaines ont été invitées à quitter leurs bases d'Agadez, au Niger. (https://www.usip.org/publications/2021/04/it-time-rethink-us-strategy-sahel)</p>
Allemagne	<p>L'Allemagne a participé à la MINUSMA, à l'EUTM Mali et à l'EUCAP Sahel, mais s'est opposée à une participation directe aux opérations Barkhane et Takuba. Le gouvernement allemand participe à la fois à la Coalition pour le Sahel et à l'Alliance pour le Sahel. Au sein de la structure du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (GFFO), l'aide humanitaire et la stabilisation sont intégrées dans la direction générale de la prévention des crises, de la stabilisation, de la consolidation de la paix et de l'aide humanitaire. Une Task Force Sahel au sein du GFFO cherche à intégrer le personnel des différents départements du GFFO impliqué dans la stabilisation de la région du Sahel. Les lignes directrices du gouvernement allemand sur la prévention des crises, la résolution des conflits et la construction de la paix définissent la stabilisation comme "l'objectif de l'Allemagne dans la gestion des conflits violents". Elles promeuvent l'alignement de la coordination du développement sur les approches de la politique étrangère et de sécurité. En 2021, la Plateforme de stabilisation a été lancée pour fournir des systèmes de suivi et d'analyse dédiés à la GFFO afin d'aligner plus étroitement ses interventions sur les processus politiques et de mieux identifier et évaluer les risques spécifiques aux projets. L'Allemagne a pris la tête de l'Alliance Sahel à la mi-2023.</p>
Pays nordiques	<p>Le Danemark et la Suède ont participé aux activités de stabilisation par le biais de différents programmes bilatéraux, et en particulier par leur soutien à la MINUSMA. Le Danemark a été étroitement impliqué dans la stabilisation par le biais de son Fonds pour la paix et la stabilisation (FPS). Sa récente évaluation a conclu que l'impact du PSF a été <i>modeste</i>. Cependant, ce Fonds a permis une approche pangouvernementale intéressante avec une collaboration innovante entre le ministère de la défense, le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'intérieur.</p>

Royaume-Uni	<p>La stratégie de stabilisation du Royaume-Uni est inscrite dans le Fonds pour les conflits, la stabilité et la sécurité (CSSF), qui utilise une approche pangouvernementale pour trouver des solutions créatives afin de relever les défis les plus complexes en matière de sécurité nationale et de promouvoir la paix et la stabilité internationales. Il est guidé par les priorités définies dans l'examen intégré de la sécurité, de la défense, du développement et de la politique étrangère de 2021. Le CSSF est un fonds pangouvernemental qui a dépensé plus de 830 millions de livres sterling (995 millions d'euros) sur l'exercice 2022 – 2023. Au cours des sept dernières années, la CSSF a transformé la manière dont le Royaume-Uni répond à une série de défis en matière de sécurité nationale liés aux conflits, à la grande criminalité organisée et aux menaces émanant d'acteurs étatiques et non étatiques à l'étranger. Elle permet à 17 ministères et agences gouvernementales d'aborder les priorités en matière de sécurité dans un esprit de collaboration. L'approche britannique en matière de stabilisation se concentre sur les activités visant à soutenir les partenaires locaux et régionaux dans les pays touchés par un conflit afin de réduire la violence, d'assurer une sécurité de base et de faciliter la conclusion d'accords politiques pacifiques, autant d'éléments qui constituent une base pour l'instauration d'une stabilité à long terme. La stratégie de stabilisation du Royaume-Uni reste ancrée dans le document d'orientation actualisé publié en 2019. Les principales approches britanniques utilisées dans les situations de conflit violent visent à protéger et à promouvoir l'autorité politique légitime, en utilisant une combinaison d'actions civiles et militaires intégrées pour réduire la violence, rétablir la sécurité et préparer le redressement à long terme en créant un environnement propice à la stabilité structurelle. Ces approches reposent en grande partie sur des opérations civiles visant à soutenir le retour des institutions civiles et à rétablir la gouvernance locale et les services de base.</p>
Belgique	<p>Avec l'adoption très récente (juin 2023) d'une approche horizontale holistique dans le cadre Diplomatie-Défense-Développement (3D), la Belgique vise à renforcer son soutien au gouvernement et à la population du Niger pour créer une plus grande sécurité et une stabilité socio-économique dans la région du Sahel. Le Sahel est une zone prioritaire de la politique étrangère belge (avec la Région des Grands Lacs) et fait également partie de la Stratégie de Sécurité Nationale de la Belgique. Le Niger est un pays partenaire de la Coopération belge au développement depuis de nombreuses années.</p>
Pays nordiques	<p>Le Danemark et la Suède ont participé aux activités de stabilisation par le biais de différents programmes bilatéraux, en particulier par leur soutien à la MINUSMA. Le Danemark a été étroitement impliqué dans la stabilisation par le biais de son Fonds pour la paix et la stabilisation (FPS). Sa récente évaluation a conclu que l'impact du PSF a été <i>modeste</i>. Cependant, il a permis une approche pangouvernementale intéressante avec une collaboration innovante entre le ministère de la Défense, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur.</p>
Russie	<p>L'Union soviétique a longtemps joué un rôle dans la région en soutenant des régimes socialistes, tels que le Mali, jusqu'en 1991. Mais la Fédération de Russie n'est devenue un acteur clé qu'après le coup d'État militaire de 2021 et la montée en puissance de la milice Wagner au Mali. Sa position de force de stabilisation s'est étendue au Burkina Faso ces derniers mois et elle souhaite faire de même au Niger après le coup d'État militaire du 25 juillet 2023. En dépit d'un bilan très médiocre en matière de droits de l'homme et un programme économique clair concernant les ressources minérales du Mali, l'intervention russe a réussi à fournir aux forces armées maliennes (FAMA) un soutien militaire précieux. Malgré les preuves évidentes de la présence de Wagner dans le pays, les autorités maliennes continuent de nier la présence de ces mercenaires. Les forces russes sont désormais déployées au Burkina Faso et au Niger, tandis que le président du Tchad s'est récemment rendu à Moscou, ce qui a suscité de vives inquiétudes parmi les bailleurs de fonds occidentaux.</p>

Annexe N°7 : Initiatives / missions multilatérales

NATIONS UNIES	
MINUSMA	<p>Les Nations unies font partie de l'agenda de stabilisation de la région à plusieurs titres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politique, avec un envoyé spécial du SG de l'ONU et divers mécanismes dédiés - Un engagement clair en faveur de la stratégie des Nations unies pour le Sahel - Un budget dédié avec le Fonds de consolidation de la paix - Approches spécifiques des différentes agences de l'ONU, en particulier du PNUD <p>Créée en 2013, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est une mission de maintien de la paix de l'ONU qui a remplacé la MIASMA. Son objectif était de "soutenir le processus politique" au Mali et de "mener à bien un certain nombre de tâches sécuritaires". En octobre, 12 789 soldats, 1 774 policiers et 1 180 civils étaient déployés dans le cadre de cette mission. Cette mission des casques bleus de l'ONU est considérée comme la plus meurtrière des missions de l'ONU avec plus de 175 soldats tués. Ses relations se sont considérablement détériorées avec les autorités au pouvoir à Bamako qui ont décidé d'imposer un contrôle drastique sur les opérations de la MINUSMA. Fragilisés par le départ de Barkhane, plusieurs partenaires européens engagés au Mali s'interrogent sur le maintien de leurs troupes dans cette région du Sahel. Un rapport de l'ONU souligne les 3 options sur la table.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Option 1 : Augmenter les effectifs de la MINUSMA en augmentant le nombre de soldats et de policiers de 3 680. ➤ Option 2 : continuer à se concentrer sur les priorités de la mission avec une "empreinte" réduite, limiter sa capacité de stabilisation et de protection des civils ➤ Option 3 : retirer le personnel en uniforme pour que la MINUSMA devienne une mission politique. <p>Toutefois, à la demande des autorités maliennes, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 2690 (2023) en juin 2023 pour mettre fin au mandat de la MINUSMA au Mali, et pour cesser ses opérations, transférer ses tâches et retirer son personnel. Cette opération a été achevée le 31 décembre 2023.</p>
PNUD	<p>Depuis quelques années, le PNUD gère une facilité de stabilisation dans le Liptako Gourma, soutenue par le gouvernement allemand. Ce projet a permis de développer la facilité de stabilisation existante créée pour soutenir les interventions dans la région du Liptako-Gourma. Il s'appuie sur le travail réalisé dans le cadre du projet d'initiation à la stabilisation en cours. Plus précisément, il vise à contribuer à mettre fin à la spirale de l'insécurité, des déplacements forcés et des conflits, et à contribuer au renforcement de la cohésion sociale. Dans la mesure du possible, les populations vulnérables telles que les personnes déplacées, les réfugiés et les groupes socio-ethniques marginalisés seront intégrés dans la fourniture de l'aide par le biais de ce mécanisme.</p>

OPÉRATIONS DIRIGÉES EUROPÉENNES

Task force Takuba	À partir de juillet 2020, la Task Force Takouba a été chargée de conseiller, d'assister et d'accompagner au combat certaines unités de l'armée malienne dans la lutte contre les groupes djihadistes. Elle est composée de forces spéciales d'une douzaine de pays européens, dont la France. Près de 800 soldats ont été intégrés à la Task Force, qui ne dépendait pas des institutions de l'UE et restait sous le commandement de l'opération Barkhane. Du point de vue de l'exécutif français, la TTF était censée remplacer les forces Barkhane dans la zone des "trois frontières", située entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Les relations entre la France et le Mali s'étant détériorées, la TTF a été retirée à la mi-2022.
EUCAPS	Dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'Union européenne a déployé des missions civiles de soutien aux forces de sécurité intérieure dans les pays du Sahel. Au Niger, une première mission a été mise en place en 2012. Basée à Niamey, elle assure la formation, le conseil stratégique et l'équipement des forces de sécurité nigériennes. Au Mali, une mission similaire a été déployée en 2015. La tâche principale des missions EUCAPS est de soutenir et de renforcer les forces armées nationales ainsi que les forces nationales de sécurité intérieure (gendarmes, police), afin qu'elles puissent jouer un rôle dans les processus de stabilisation et de sortie de crise. EUCAPS a été prié de quitter le Niger et a réduit considérablement sa présence dans le Sahel central.
EUTM	EUTM Mali est une autre mission civile déployée par l'UE. À la demande du gouvernement malien et sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, la mission a été mise en place en 2013. Elle vise également à former les forces armées maliennes. Un rapport consacré à EUCAP et EUTM au Mali en 2017 dresse un premier bilan mitigé : "S'il y a des progrès indéniables dans la reconstruction [de l'armée] et des forces de sécurité intérieure maliennes, celles-ci sont encore très loin de pouvoir assurer seules la stabilité du pays."
FFUH	Le Fonds fiduciaire humanitaire (FFUH) a pour objectif principal de soutenir la stabilité et de s'attaquer à certaines des principales causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. Il vise à renforcer la résilience des populations locales et à faciliter la mise en œuvre du lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix. Il présente de nombreuses caractéristiques d'un « instrument de stabilisation », mais pas le rôle politique attribué aux efforts de stabilisation. Il mobilise des ressources provenant de différents budgets et finances de l'UE, des Nations unies, des ONG et des agences techniques des États membres. Opérant dans toute la région, il vise à accroître la flexibilité et à soutenir le développement d'outils permettant de mettre en œuvre des projets dans des environnements complexes et en évolution rapide.

Annexe N°8 : Initiatives de coordination menées par les donateurs

<p>Alliance Sahel (www.alliance-sahel.org)</p>	<p>En juillet 2017, la France, l'Allemagne et l'Union européenne ont annoncé le lancement de l'Alliance Sahel, rejoints par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas, la Banque européenne d'investissement, la Norvège, la Suède, les États-Unis et le Canada. 9 pays et organisations ont rejoint l'Alliance Sahel en tant qu'observateurs : l'Irlande, le Japon, la Belgique, la Suisse, la Finlande, la Société financière internationale, la Fondation Bill & Melinda Gates, le <i>Tony Blair Institute for Global Change</i> et l'Organisation internationale de la Francophonie. Le « Programme d'urgence pour la stabilisation des zones frontalières du G5 Sahel » fait partie de la réponse de l'Alliance Sahel au Programme d'investissement prioritaire (PIP) et au Programme de développement d'urgence (PDU) du G5 Sahel - ce dernier étant une initiative des chefs d'État du G5 Sahel visant à lancer rapidement des projets à impact rapide pour stabiliser les zones frontalières du G5 Sahel. Grâce à une approche multi-donateurs intégrée, le programme est financé par la Commission européenne. Le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFUA) de l'Union européenne, ainsi que les gouvernements allemand et danois, pour un montant d'environ 89,3 millions d'euros. Tous les projets financés dans le cadre de ce programme correspondent à un ou plusieurs piliers du PDU du G5 Sahel :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Pilier I : contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations par un meilleur accès à l'eau et à l'assainissement. ● Pilier II : renforcer les moyens de subsistance des populations agricoles et pastorales en développant la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de manière durable et structurelle. ● Pilier III : soutenir les communautés et les institutions locales dans la prévention des conflits et l'amélioration de la qualité de vie et renforcer la cohésion sociale.
<p>Coalition internationale pour le Sahel</p>	<p>La Coalition Sahel a pour objectif d'accroître la visibilité de l'engagement international, de servir de garantie d'un soutien à long terme, d'augmenter et d'optimiser le soutien international et de faciliter les échanges et les interactions afin de contribuer à l'élaboration d'une approche commune.</p> <p>Son objectif est également de s'attaquer à toutes les causes de la crise. Sa stratégie est d'aller au-delà de la sécurité, et de s'assurer que des efforts sont faits pour soutenir le retour et le redéploiement des administrations et des services, et pour répondre aux besoins de développement. La Coalition internationale pour le Sahel promeut une approche globale au niveau régional incluant tous les leviers et acteurs impliqués dans le Sahel.</p> <p>La coalition vise également à faciliter le plein accès de l'aide humanitaire et à garantir le respect du droit international humanitaire. Elle fournit un nouveau cadre pour l'action internationale, à travers quatre piliers complémentaires qui sont chacun pilotés de manière indépendante.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Pilier 1 : lutte contre les groupes terroristes armés ; ● Pilier 2 : renforcer les capacités des forces armées dans la région ; ● Pilier 3 : soutenir le retour de l'État et des administrations sur le territoire ; améliorer l'accès aux services de base ; ● Pilier 4 : aide au développement.

Annexe N°9 : Présentation de l'équipe de recherche

Groupe URD

François Grünewald - Chef d'équipe, chercheur principal et spécialiste du Sahel. François est ingénieur agronome et travaille depuis plus de 35 ans dans le secteur de l'aide. Après avoir occupé différents postes au sein de l'ONU, du CICR et d'ONG, il a créé le Groupe URD (www.urd.org) et y a travaillé pendant 25 ans. Il a mené des activités de recherche et d'évaluation pour des programmes humanitaires en Afrique, en Amérique latine, dans le Caucase, en Asie et au Moyen-Orient, ainsi que sur les petits États insulaires de l'océan Indien, des Caraïbes et de l'Asie du Sud, pour des donateurs, la Croix-Rouge, l'ONU et des ONG. Il possède une connaissance approfondie des sociétés pastorales et agropastorales, ayant effectué plus de 30 missions au Sahel sur différents sujets liés à la gestion des crises. François a une grande expérience de la recherche. Ancien professeur à l'Université de Paris XII, il a également donné des conférences dans diverses institutions en Europe, ainsi qu'au Canada et aux USA. Auteur de nombreux articles, il a dirigé plusieurs ouvrages, dont « Entre urgence et développement », « Bénéficiaires ou partenaires : rôles des populations dans l'action humanitaire » (édition *Karthala*). Pendant la pandémie Covid-19, il a dirigé l'Observatoire <https://www.urd.org/en/project/covid-19-observatory/>. Il coordonne les travaux du Groupe URD sur l'Ukraine.

Laurent Saillard - Spécialiste des questions civilo-militaires, de la stabilisation et des Nexus. Laurent est un chercheur, un gestionnaire de projet / programme et un évaluateur avec une longue expérience des crises complexes impliquant de multiples projets et acteurs sur des questions liées au lien entre l'humanitaire, le développement et la paix et les questions civilo-militaires. Il a 23 ans d'expérience de terrain auprès d'ONG, d'organisations internationales, d'agences donatrices, d'acteurs étatiques et non étatiques en Asie (Afghanistan, Pakistan, Sri Lanka), en Afrique (Éthiopie, Somalie, République centrafricaine, Niger, Mali, Burkina Faso, Tchad, Burundi, Rwanda) et au Moyen-Orient (Syrie, Jordanie, Liban, Irak, Turquie). Laurent a participé activement à de nombreux projets de recherche et d'évaluation au cours des dix dernières années, avec un accent particulier sur les États fragiles et le lien entre la sécurité, la stabilisation et l'aide humanitaire et au développement. Il possède une solide expérience en tant que « donateur » humanitaire, ayant travaillé pendant plus de six ans avec le service de protection civile et d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO) en Afghanistan, en Éthiopie et en République centrafricaine, et connaît donc bien les défis liés à la stabilisation et à l'aide humanitaire.

CHA

Ralf Südhoff est directeur fondateur du Centre pour l'action humanitaire (CHA) depuis janvier 2019. Il a dirigé le projet de recherche de l'ACS sur les politiques humanitaires allemandes jusqu'en 2021 et a publié sur les stratégies et politiques humanitaires allemandes. Dans le cadre du projet CHA « Triple Nexus in Practice », Ralf a été l'auteur principal de publications CHA sur le triple Nexus et ses défis et opportunités pour les acteurs de l'aide dans la pratique, ainsi que d'une étude de cas pays CHA sur le Nexus humanitaire-développement-paix au Soudan du Sud. Avant de rejoindre l'ACS, Ralf a travaillé comme conseiller personnel du secrétaire d'État au ministère allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et s'est engagé auprès des Nations unies. Il a notamment été directeur et représentant du Programme alimentaire mondial des Nations unies en Allemagne pendant neuf ans. Ralf s'intéresse également à la crise syrienne et à la région MENA, sur la réforme humanitaire et les politiques des donateurs, sur la sécurité alimentaire mondiale et sur le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix.

L'équipe mobilisée par l'ODI

Delina Goxho est doctorante à la *Scuola Normale Superiore* de Florence et chercheuse associée à l'Institut EGDMONT de Bruxelles. Ses recherches portent sur les pratiques de guerre à distance, de distance et d'accès au Sahel. Delina a obtenu une licence en littérature française et anglaise à l'université de Vérone et à l'université de Cambridge (Jesus College) et une maîtrise en relations internationales et sécurité à l'université de Bologne (Forlì) et à l'université de Californie (Berkeley). Elle a effectué des travaux de recherche pour le *Peace Research Institute Frankfurt* (PRIF), l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (Commission de la défense et de la sécurité) et la Konrad Adenauer Stiftung (KAS) à Bamako et à Berlin. Elle a également été analyste politique pour le Service européen pour l'action extérieure (Task Force Iran), l'*Open Society Foundations* (Armed Drones portfolio) et d'autres organisations basées à Bruxelles. Elle est actuellement basée au Niger.

Aoife McCullough est associée de recherche au sein du programme *Global Risk and Resilience* de l'ODI et doctorante à la *London School of Economics*. Ses recherches actuelles portent sur la légitimité de l'État et le renforcement de l'État dans les régions touchées par un conflit. Entre 2018 et 2020, elle a dirigé une série d'études de cas multi-pays explorant le lien entre la prestation de services et la légitimité de l'État dans le cadre du Consortium de recherche sur les moyens de subsistance sécurisés. Depuis 2020, elle se concentre sur la militarisation étrangère au Niger et les processus de légitimation de l'État et mène actuellement une recherche à long terme sur les régions frontalières entre le Niger et le Mali. De manière plus générale, elle a produit des analyses politiques et des conseils pour les bailleurs de fonds et les ONG, notamment le DFID, l'USAID, l'AFD et le Conseil norvégien pour les réfugiés sur la gouvernance et la programmation humanitaire.

Experts-conseils nationaux/régionaux

Boubacar Ba est un chercheur en sciences sociales qui travaille sur la dynamique des conflits dans le centre et l'est du Mali. Boubacar a participé à de nombreuses recherches et études de faisabilité, évaluations et enquêtes avec un large éventail d'acteurs et d'organisations. Boubacar a également publié plusieurs ouvrages sur le Sahel.

Wandey Ahmed Ansar est spécialiste des questions humanitaires et titulaire d'un master en action humanitaire et développement de l'Université Patis XII. Wandey a travaillé pour plusieurs ONG, notamment au Sahel. Il a dirigé pendant plusieurs années l'observatoire du Groupe URD au Mali, où il a mené des projets de recherche et d'évaluation. Après avoir géré des projets d'envergure en Mauritanie, notamment avec l'USAID, il poursuit aujourd'hui ses recherches sur les différents aspects de la crise sahélienne.

Abdoul Azziz Garba est un spécialiste en sciences politiques de formation. Il est titulaire d'un Bachelor of Science (Bsc) en sciences politiques de l'Université Ahmadu Bello de Zaria au Nigeria, d'un Master II en sciences politiques, option approfondissement, et d'un Master II en sciences politiques, spécialisation conseil politique, de l'Université Catholique de Louvain en Belgique. Il a été directeur adjoint du Centre National d'Études Stratégiques et de Sécurité (CNESS), puis conseiller à la Cellule d'Études Prospectives et d'Analyse (CEPA) au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens de l'Extérieur, avant de devenir conseiller du Président du Niger pour les questions de sécurité.

Relecteurs (peer reviewers)

Mark Goodwin-Hudson : Ancien lieutenant-colonel de l'armée britannique. Commandant de terrain reconnu, il a participé à de nombreuses opérations de combat en Irak et en Afghanistan, à des missions de l'ONU en Bosnie et à la réforme du secteur de la sécurité au Kosovo. Il a notamment été conseiller militaire auprès de la commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie, analyste militaire principal auprès du président du *Joint Intelligence Committee*, commandant de l'escadron du prince Harry, chef adjoint des opérations courantes de l'OTAN en Afghanistan, enquêteur en chef de l'OTAN sur les victimes civiles en Afghanistan, consultant militaire pour CIVIC et Pax4Peace à l'appui de la sensibilisation des gouvernements britannique, néerlandais et afghan à l'atténuation des dommages causés aux civils dans les conflits, et rédacteur en chef du rapport de la dernière série de jeux de guerre OTAN contre Russie de l'Institut scientifique de la défense du Royaume-Uni.

Yvan Guichaoua : Yvan Guichaoua est chercheur en dynamique des conflits et en violence politique. Il a été chargé d'enseignement à l'université de Yale et chargé de recherche à l'université d'Oxford. Depuis 2004, il étudie la dynamique des groupes armés irréguliers au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Depuis 2007, Yvan Guichaoua étudie les rébellions récurrentes touaregs au Niger et au Mali et la montée du djihadisme au Sahel. Ses travaux accordent une attention particulière aux interactions complexes entre les entrepreneurs de la violence et les combattants de bas niveau qui déterminent le succès ou l'échec des groupes armés irréguliers ainsi que les formes de violence qu'ils perpètrent. Ses recherches actuelles portent sur les interactions entre les insurgés, les populations et les forces étrangères. Yvan Guichaoua est l'auteur de nombreux articles de journaux et de chapitres de livres, ainsi que l'éditeur de « *Understanding Collective Political Violence* » et le co-éditeur de « *The Developmental Challenges of Mining and Oil* » (Palgrave-Macmillan).



Siège du Groupe URD
La Fontaine des Marins
26170 Plaisians – France
Tel : +33 (0)4 75 28 29 35

urd@urd.org

www.urd.org

SUIVEZ-NOUS SUR



